

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

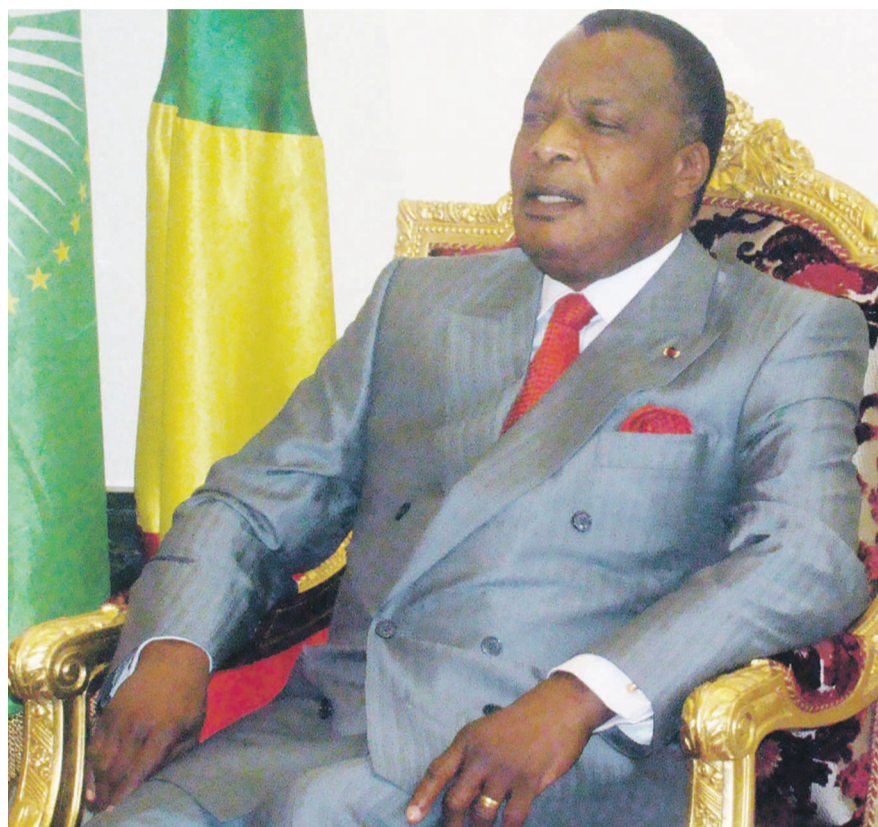
www.adiac-congo.com

N° 2479 - MARDI 8 DÉCEMBRE 2015

NOUVELLE CONSTITUTION

Le chef de l'État promet
de fixer prochainement
ses compatriotes

De retour de Johannesburg, en Afrique du Sud où il a participé au sommet Chine-Afrique, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a promis de s'exprimer plus profondément sur la mise en place des institutions prévues par la nouvelle Constitution d'ici à la fin de ce mois. « *En tout état de cause, la nouvelle Constitution devrait être mise en œuvre pour qu'il y ait des institutions, toutes les institutions, au fur et à mesure, en adéquation avec l'esprit et la lettre de la nouvelle Constitution. J'aurai l'occasion de m'exprimer sur cette question plus en profondeur avant la fin de l'année* », a déclaré le chef de l'État qui est revenu longuement sur les résultats du sommet Chine-Afrique. [Page 3](#)



Denis Sassou N'Guesso au salon d'honneur de l'aéroport international Maya-Maya

DIABLES ROUGES

La course est ouverte pour la
succession de Claude Le Roy

La Fédération congolaise de football (Fécofoot) et le ministère des Sports et de l'éducation physique ont lancé le 6 décembre un appel à candidatures, en vue du recrutement d'un entraîneur de haut niveau, pour succéder au technicien français Claude Le Roy dont le contrat avec la sélection congolaise est arrivé à terme le 5 décembre. Sous le contrôle de la Fécofoot, le nouveau sélectionneur aura pour mission de qualifier l'équipe nationale à la Coupe d'Afrique des nations Gabon 2017 et à la Coupe du monde Russie 2018. Les responsables du football national ont insisté sur la haute qualification et l'expérience que devraient avoir le nouvel entraîneur afin de donner toutes les chances aux Diables rouges. [Page 16](#)



VIE DES PARTIS

Sept cadres du CNR
quittent le navire

Dans une lettre datée du 3 décembre et adressée au président-fondateur du Conseil national des républicains (CNR), Frédéric Ntumi Bintsamou, sept cadres de cette formation politique parmi lesquels Chris Antoine Walembaud, Julien Euloge Libota et Arsène Mbizi Masmamba ont annoncé leur démission. Ces derniers dénoncent les « *nouvelles aspirations du président fondateur* » et le climat de méfiance qui s'est installé au sein du parti. [Page 2](#)

COP21

«Le cri de la forêt»
d'Henri Djombo fait
salle comble à Paris

La pièce de théâtre du ministre congolais de l'Économie forestière et du développement durable, a été présentée sur les planches de l'hôtel de l'Industrie, dans le cinquième arrondissement parisien où elle a fait salle comble.

En présence de l'auteur et d'illustres invités, Grâce Youlou Kouelolo et six autres comédiens ont su transporter les spectateurs vers le village Mbala, en plein milieu de la faune et la flore de la forêt du bassin du Congo, où ils ont été mis face aux enjeux de l'abattage sauvage des arbres. De salves d'applaudissements dans la salle ont fait dire à Henri Djombo « *toute sa fierté de partager cet enthousiasme* », au micro de l'émission L'Afrique en solo. [Page 10](#)

KARIM MECKASSOUA

«Dire la vérité sur la libération du
prêtre polonais Mateusz Dziedzic» [Page 10](#)

VIH/SIDA

L'Opdas s'appuie sur la Chine pour éradiquer
la pandémie d'ici 2030 [Page 8](#)

ÉDITORIAL

Chine-Afrique
[Page 2](#)

ÉDITORIAL

Chine-Afrique

Si il fallait une preuve que la Chine fait aujourd'hui de l'Afrique l'une des priorités, sinon même « la » priorité de sa diplomatie, elle nous a été apportée de façon spectaculaire le week-end dernier lorsque le président Xi Jinping énonça, depuis Johannesburg, les actions que son pays compte entreprendre dans les années à venir pour accompagner le continent dans son émergence. Loin de s'en tenir à des promesses vagues comme le font la plupart des dirigeants de la planète lorsqu'ils visitent l'une ou l'autre des régions qui composent l'Afrique, le Numéro un chinois s'est engagé sur des chiffres précis, en tête desquels figurent 60 milliards de dollars d'aide et la formation simultanée de 280.000 techniciens dont 240.000 directement sur le continent.

Premier partenaire commercial de l'Afrique, la Chine se positionne ainsi de façon claire comme la grande puissance qui a pris le mieux la mesure de l'enjeu stratégique que constitue aujourd'hui cette partie du monde. Se gardant bien de suspendre son aide, comme le font certains, à des conditions politiques qui rappellent fâcheusement l'époque coloniale, elle marque avec force sa volonté de devenir le premier allié d'un continent sur lequel vivra, à échéance de trente ou quarante ans, plus du quart de l'humanité. Pour dire les choses sans faux-semblant, elle tourne ostensiblement la page de son Histoire durant laquelle elle vécut repliée sur elle-même et le fait savoir sans le moindre complexe.

Pour des pays comme le nôtre qui ont noué depuis longtemps des relations de confiance avec les autorités chinoises et qui en ont tiré déjà de grands bénéfices comme le prouvent les grands travaux d'infrastructures réalisés ces dix dernières années, il n'y a là rien de surprenant. Mais pour les pays qui n'ont pas réussi à convaincre les autorités chinoises de leur faire confiance le réveil est brutal puisqu'ils vont devoir mettre, comme on dit, les bouchées doubles s'ils veulent profiter à leur tour d'un savoir-faire qui s'avère essentiel.

Quant aux grandes puissances qui assistent médusées et quelque peu dépitées à la percée présente de la Chine en Afrique, elles feront bien d'observer avec attention comment celle-ci procède pour nous séduire et d'adapter leurs méthodes de prospection, de vente, d'appui au monde en mutation accélérée qui est aujourd'hui le nôtre. Le temps leur est en effet clairement compté !

Les Dépêches de Brazzaville

ASSEMBLÉE NATIONALE

Bientôt un groupe parlementaire d'amitié Congo-Algérie

L'initiative a été récemment dévoilée à Brazzaville, au cours d'une rencontre entre le président de la Commission Affaires étrangères et coopération de l'Assemblée nationale, Benjamin Bounkoulou et l'ambassadeur d'Algérie au Congo, Abdelouahab Osmane.

Selon les responsables des deux pays, un groupe parlementaire d'amitié Congo-Algérie, un modèle de diplomatie parlementaire, permettra aux deux nations africaines d'accroître leurs relations bilatérales. En effet, à l'issue de cette rencontre de haut-niveau tenue, le 2 décembre dernier, les parties congolaise et algérienne se sont engagées à renforcer les relations parlementaires, le cadre de dialogue et de concertation existant entre les deux pays.

Les relations traditionnelles d'amitié, de solidarité et de coopération entre l'Algérie et la République du Congo sont au beau fixe, ont admis les deux personnalités. Le 12 novembre, lors d'une cérémonie

marquant le 61ème anniversaire du déclenchement de la Révolution algérienne, le diplomate Abdelouahab Osmane avait d'ailleurs rappelé que « plusieurs générations de cadres congolais ont été formés et continuent à être formés en Algérie. » « D'ailleurs, l'Algérie continue d'accorder annuellement, à la République du Congo sœur, une cinquantaine de bourses dans différentes spécialités », avait-il martelé dans son discours.

Dans les années 70 et 80, les relations économiques et commerciales entre les deux Etats furent un modèle de coopération Sud-Sud. Le chef de la diplomatie algérienne au Congo a émis le vœu que des concertations de ce genre soient me-

nées surtout « en redynamisant la Commission mixte de coopération qui devrait tenir sa septième session, ici même à Brazzaville, au cours du premier trimestre 2016 ».

En outre, au plan régional et international, les deux Etats semblent avoir une convergence de vue sur certains sujets, notamment sur la crise libyenne. Alger est active dans les pourparlers inter-libyens afin de parvenir à une issue pacifique dans ce conflit sanglant qui mine la Libye depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011. La capitale algérienne a même accueilli, le 1er décembre passé, la septième réunion des ministres des Affaires étrangères de ces pays voisins de la Libye où les participants ont évoqué la nécessité d'accompagner les frères ennemis libyens à former un gouvernement d'union nationale.

Fiacre Kombo

VIE DES PARTIS

Sept cadres quittent le Conseil national des républicains

Dans une lettre datant du 3 décembre et adressée au président-fondateur du parti, Frédéric Bintsamou alias pasteur Ntumi, sept cadres du Conseil national des républicains (CNR) ont quitté le navire.

Il s'agit de : Chris Antoine Walembeaud, Julien Euloge Libota, Barnabé Boukongou, Mesmin Jules Éric Malanda, Arsène Mbi-zi Massamba, God Darly Okiemy et Alain Mbamba, respectivement secrétaire général, secrétaire général adjoint, secrétaire national à la formation politique,

secrétaire national à l'environnement et au développement durable, premier secrétaire de la fédération de Brazzaville, secrétaire fédéral aux élections de la fédération de Pointe-Noire et premier secrétaire de la fédération de la Likouala.

Ces cadres ont justifié leur démission par le fait que « la ligne doctrinale politique, que défend le parti, se résumant à la consolidation de la paix et à la promotion de la démocratie pacifique conduisant à une alternance démocratique

apaisée, n'est plus en harmonie avec les nouvelles aspirations du président-fondateur ».

Ils ont, en outre, évoqué le climat de méfiance qui s'est installé au sein de la formation politique à l'approche et après le vote référendaire ne garantissait plus une collaboration optimale. Par ailleurs, les cadres démissionnaires ont assuré le président-fondateur qu'ils préserveront toujours les rapports de fraternité patriotique.

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta,
Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

DENIS SASSOU N'GUESSO

« Toutes les institutions doivent être en adéquation avec la nouvelle Constitution »

Abordé par la presse nationale, le 6 décembre à l'aéroport Maya-Maya, de Brazzaville, à son retour d'Afrique du sud où il a participé, aux côtés d'autres chefs d'Etat africains, au Sommet Chine-Afrique, le président de la République, Denis Sassou N'Gouesso, a promis de fixer ses compatriotes d'ici à la fin du mois de décembre sur l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution.

« En tout état de cause, la nouvelle Constitution devra être mise en œuvre pour qu'il y ait des institutions qui soient toutes en adéquation avec l'esprit et la lettre de la nouvelle Constitution qui est déjà promulguée. Mais, j'aurais l'occasion de m'exprimer sur cette question plus en profondeur avant la fin de l'année ». Le chef de l'Etat est aussi revenu longuement sur le Forum Chine-Afrique

Les Dépêches de Brazzaville (LDB) : Monsieur le président, vous venez de participer à ce sommet placé sous le thème : « La Chine et l'Afrique avancent ensemble : coopération gagnant-gagnant pour un développement commun ». Quelle a été, selon vous, la principale décision prise à l'issue de cette rencontre ?
Denis Sassou N'Gouesso (D S N'G) : Il faut d'abord dire que, effectivement à Johannesburg nous venons de tenir, aux dires de tous les dirigeants africains et chinois, un sommet historique parce que, au cours de ces assises, il a été établi que la Chine et l'Afrique représentent à elles seules, le tiers de la population du monde. En établissant un partenariat entre elles pour le développement, la Chine et l'Afrique peuvent sérieusement marquer le cours des affaires du monde. Il a été aussi établi que la Chine et l'Afrique ont connu en quelque sorte un parcours similaire, ce sont les deux peuples qui ont été dominés, exploités et même humiliés et qui ont dû lutter longtemps pour se libérer. Aujourd'hui, ils ont réalisé qu'ils peuvent représenter ensemble une force. Ces peuples ont les possibilités humaines, des ressources natu-

relles et une certaine maîtrise des technologies. L'Afrique a une population jeune, il y a aussi la volonté politique. Ces derniers temps, on a vu que depuis le dernier forum jusqu'aujourd'hui, la Chine est en train d'intervenir massivement et appuie les efforts de développement des pays africains. Les statistiques ont été déclinées. Des projets ont même été présentés d'un pays à un autre. Par exemple, l'aéroport de Brazzaville a été exposé lors du sommet parmi les projets emblématiques si l'on peut le dire réalisé par la Chine en Afrique dans plusieurs pays, pour ne pas dire dans tous les pays. Pour répondre à votre question, lors de ce sommet, la volonté politique d'amener le partenariat global stratégique entre l'Afrique et la Chine a été exprimée. Les partenaires chinois ont annoncé qu'ils mobiliseront, au cours des trois prochaines années (2016, 2017 et 2018), 60 milliards de dollars. Parfois en don pour aider les pays les plus pauvres, parfois en prêt préférentiel, dans tous les cas, dans de bonnes conditions. Ces 60 milliards vont être injectés en Afrique, principalement dans le secteur des infrastructures. Vous voyez bien que dans notre pays, nous n'avons pas eu tort d'engager nos forces dans la réalisation des infrastructures de base sans lesquelles aucun développement n'est possible. Cela a été réaffirmé au cours du forum de Johannesburg. Sur les 60 milliards de dollars, 35 milliards seront consacrés à l'effort de réalisation des infrastructures de base, notamment les routes, les aéroports, chemins de fer, électricité, télécommunications et j'en passe. La modernisation de l'agriculture a été retenue comme un autre axe. Tous ces axes ne sont pas



Le président de la République répondant aux questions de la presse au salon d'honneur de l'aéroport Maya-Maya ; crédit photo Adiac

loin de ce que nous avons arrêté ici au niveau national, dans notre projet, le Chemin d'avenir.

LDB : La coopération sino-congolaise est particulièrement basée dans les domaines de la santé et des infrastructures. Est-ce que cette dynamique peut être élargie dans les autres secteurs tels que l'agriculture, l'élevage ?

D S N'G : Cela a été dit de manière explicite, il nous suffit, au fond, de lire la déclaration de Johannesburg. Lisez la déclaration de Johannesburg, décortiquez le discours prononcé par le président chinois à l'ouverture du forum. Je parlais tout à l'heure de modernisation, c'est un axe de programme des trois prochaines années. La modernisation de l'agriculture en Afrique pour atteindre l'autosuffisance, ce sont des axes retenus. Vous voyez que dans tout ce programme, il y a un problème de fond : la question de l'emploi parce que, là aussi,

il a été clairement dit qu'il faut former des hommes compétents, qualifiés. Dans le discours du président Xi Jinping, il annonce comment son pays va former de

membres permanents du Conseil de sécurité avec droit de Veto. Cette position de l'Afrique a été toujours soutenue par la Chine.

dizaines de milliers de cadres en Chine et de dizaines de milliers d'autres en Afrique. La formation qualifiante a été retenue comme l'un des axes importants parce qu'on ne peut pas exécuter tout ce programme sans les hommes et les hommes qualifiés.

LDB : Monsieur le président, vous êtes très préoccupé par la composition de plus en plus critique du Conseil de sécurité des Nations unies, la question a été évoquée à Johannesburg, mais dans quels termes ?

D S N'G : Dans les mêmes termes. Dans les axes de coopération qui ont été retenus, il y a la coopération politique, les échanges, le soutien mutuel au plan politique. Eventuellement, le partenaire reconnaît que l'Afrique, au niveau international et notamment au niveau des Nations unies ne pourrait continuer de rester comme la 5e roue du Carros. Et l'Afrique se bat pour la réforme du système des Nations unies, surtout pour qu'elle ait sa place parmi les

Avant le sommet Chine-Afrique, vous avez participé à la COP21 au cours de laquelle vous avez appelé à des accords contraignants. Est-ce qu'en Afrique du sud, vous avez épilogué sur la question et que disent les deux partenaires : la Chine et l'Afrique ?

D S N'G : Nous ne pouvons plus ouvrir un autre débat sur les changements climatiques en Afrique du sud. Des positions des partenaires chinois ont été exposées par le président Xi Jinping à Paris, celles des dirigeants africains aussi. Comme la négociation se poursuit à Paris, nous ne sommes pas encore arrivés au 12 décembre, il serait, à notre avis, maladroit d'ouvrir un autre débat sur la question à Johannesburg alors que les négociations se poursuivent à Paris. Les positions des parties sont connues, suivons les négociations et on va voir quel sera le dénouement.

Propos transcrits par Parfait Wilfried Douniama

CONGO/RUSSIE

La FMC et la « Jeune garde » sur les pistes d'une coopération politique

En marge du forum des jeunes leaders organisé, du 24 au 28 novembre à Moscou, une délégation de la Force montante congolaise (FMC) s'est entretenue avec le mouvement de jeunesse du parti au pouvoir en Russie, la Jeune garde. L'objectif était de poser les bases d'une coopération politique à long terme.

Le 7 septembre à Brazzaville, la délégation de la FMC a fait la restitution de son séjour de travail à l'ambassadeur de la fédération de Russie au Congo, Valery Mikhaïlov. Pour le premier secrétaire de cette organisation de jeunesse affiliée au Parti congolais du travail (PCT), Juste Bernardin

Gavet, les principaux axes restent le renforcement des capacités et la coopération culturelle. A cet effet, la signature d'un protocole d'accord a été envisagée pour favoriser l'échange d'expériences et promouvoir la coopération culturelle entre la jeunesse du parti Uni russe et celle du

PCT. « Nous pensons que le renforcement des capacités devrait être le premier volet de notre coopération avec nos amis de la Jeune garde. En dehors du premier volet, il y a aussi l'aspect culturel. Il nous faut intensifier ces relations pour qu'à terme, nos amis de la Jeune garde viennent ici pour découvrir le Congo et ses réalités », a-t-il précisé.

Au cours de cet entretien, les deux parties ont également évoqué la question des stages d'ap-

prentissage de la langue russe. Pour mener à bien ce projet, le premier secrétaire de la FMC a sollicité, le concours de l'ambassadeur de Russie au Congo pour que soit formalisé ce protocole d'accord. « Il faut développer la coopération tout azimut donc, la coopération parlementaire et politique. Les possibilités de promouvoir une coopération entre la Jeune garde et la FMC étaient au centre des échanges. Concrètement le but est de formaliser un accord de

coopération entre les deux organisations de jeunesse. La Russie accorde maintenant beaucoup d'attention à la coopération avec les pays africains et cette coopération dans le domaine de la jeunesse porte ses fruits. Il faut travailler davantage pour aboutir aux résultats », a déclaré le diplomate russe, avant de donner quelques conseils techniques à la délégation de la FMC pour que soit efficiente cette coopération.

Josiane Mambou Loukoula

BRACONNAGE

Trois ans d'emprisonnement ferme pour deux malfrats dans la Sangha

Le Tribunal de Ouesso a condamné deux braconniers à trois ans d'emprisonnement ferme à l'issue de l'audience correctionnelle tenue, le 3 décembre, dans ladite localité.

Les braconniers David Doum et Alfred Gokananga Bola ont été arrêtés pour braconnage d'éléphant avec une arme de guerre par les équipes de lutte anti-braconnage du ministère de l'Economie forestière et du développement durable (Mefdd)- Espace Tridom Interzone ETIC, respectivement le 21 et le 29 Août 2015 dans la localité de Sembé. L'arme de guerre a été saisie mais les ivoires étaient déjà vendus. Ils vont payer pour leur implication dans le massacre des éléphants, étant condamné chacun à trois ans d'emprisonnement ferme. Ils doivent verser, chacun, la somme de trois millions de francs CFA à la direction départementale de l'économie forestière (DDEF) au titre des dommages et intérêts.

Les dossiers des deux délinquants fauniques, mis en délibéré par ce tribunal, ont fait l'objet d'assistance juridique du Fonds mondial pour la nature (WWF), une ONG internationale qui œuvre pour la protection de la nature et de l'environnement et qui appuie le projet ETIC.

Selon une source proche de ce tribunal, ces délinquants sont des récidivistes. Ils ont par le passé été incarcérés pour les mêmes motifs. En 2012,

le braconnier Alfred Gokananga Bola avait été condamné à deux années d'emprisonnement ferme. La même année, il avait obtenu du tribunal de Ouesso, une mise en liberté provisoire pour une maladie déclarée afin de suivre les soins médicaux dans les hôpitaux de la place, mais n'était pas revenu en prison pour purger sa peine après s'être soigné.

Déjà en décembre 2014, David Doum avait été arrêté par ETIC, puis condamné à deux ans d'emprisonnement ferme par le Tribunal de Ouesso. Quinze jours après, il s'était évadé de la maison d'arrêt de Ouesso, le 3 janvier 2015 et rattrapé par les services habilités le 21 août de la même année. A cause de ces évasions le procureur avait demandé 7 ans d'emprisonnement ferme pour Doum. « *Maintenant qu'une nouvelle fois David Doum est condamné pour le braconnage d'éléphant, il importe qu'il purge sa peine, parce que les évasions et libérations rendent l'application de la loi difficile au Congo* » commente un homme qui requiert l'anonymat. Les différents inventaires de grande faune menés par les ONG sur le terrain montrent que les populations d'éléphants dans

la zone Espace Interzone Tridom Congo (districts de Souanké, Sembé, Ngbala) sont en déclin. Le Congo en particulier, l'Afrique et le monde entier en général s'inquiètent au sujet de l'avenir de l'éléphant en Afrique.

Une application ferme et entière de la loi est une condition obligatoire pour combattre le grand braconnage qui met en danger un héritage unique du Congo : le magnifique éléphant qui a toujours existé dans nos forêts et qui est connu pour sa vie sociale, émotionnelle et familiale complexe.

Chaque fois qu'un éléphant est tué, c'est un drame familial et, de plus en plus, les éléphants survivants sont obligés de vivre sans leur père, mère, grand-père... Toutefois, le Congo dispose d'une législation propre garantissant l'exploitation rationnelle de ces ressources fauniques, la loi N°37-2008 du 28 novembre 2008 sur la faune et les aires protégées en est un exemple. Cette loi incrimine l'abattage d'une espèce intégralement protégée et la chasse avec une arme de guerre. En son article 113, elle prévoit aussi une peine d'emprisonnement ferme de 2 à 5 ans.

Rappelons que le Projet Tridom s'occupe de la conservation de la biodiversité transfrontalière dans l'interzone des parcs Dja-Odzala-Minkébé basée respectivement au Cameroun, au Congo et au Gabon.

Fortuné Ibara

BIODIVERSITÉ

Le Congo valide son 3^e rapport du protocole de Cartagena sur les risques biotechnologiques

Ce document, qui vise la protection de la biodiversité contre les risques biotechnologiques, a été approuvé, le 4 décembre, par les cadres et agents du ministère de l'Economie forestière et du développement durable, à l'occasion d'un atelier de validation.

Le protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques est une organisation internationale qui a pour but d'assurer la protection de la biodiversité, en assurant le développement, la manipulation, le transfert et la dissémination de tout organisme génétiquement modifié. La République du Congo, qui en a ratifié par la loi 17-2005 du 25 octobre 2005, a déjà validé avec succès, les deux premiers rapports. Ce troisième rapport, dont les travaux ont été coordonnés par le directeur de cabinet du ministre de tutelle, Michel Elenga, a permis aux experts congolais de s'imprégner du réel niveau d'évaluation des risques biotechnologiques au niveau national. « *La biodiversité est un sujet complexe qui donne corps aux questions difficiles d'ordre technique, social et économique liées aux problèmes de famine, de marginalisation économique et de détérioration de l'environnement. Cette question étant transversale, intéresse tous les secteurs sociaux de notre vie* », souligne Michel Elenga. Le protocole de Cartagena, sur les risques biotechnologiques, est un document juridique qui compte quarante articles et trois annexes. Il aborde des problématiques liées au mouvement transfrontalier des organismes vivants et modifiés. Il s'applique aussi à l'utilisation et/ou au commerce des produits issus des organismes génétiquement modifiés, tels que les grains transformés en repas ou en farine brute, la fibre de coton ou les tourteaux, les huiles végétales ou tout aliment ayant subi une transformation.

Firmin Oyé



Brazzaville, République du Congo
Téléphone : 242 05 747 21 21
Email : wscsongobrazza@wcs.org

AVIS DE RECRUTEMENT

Position : Conseiller Technique, Principal
Employeur : Wildlife Conservation Society (WCS)
Programme Congo Basé(e) à : Kabo, Département de la Sangha, République du Congo. Dans le cadre de ses engagements avec le Gouvernement de la République du Congo, le Programme WCS-CONGO recrute un Conseiller Technique Principal (CTP) pour le Projet de Gestion des Ecosystèmes Périphériques du Parc National Nouabalé-Ndoki; en sigle PROGEPP. Ce projet est un partenariat entre le gouvernement de la République du Congo, la Congolaise Industrielle de Bois (CIB), Wildlife Conservation Society (WCS) et les populations locales sur la gestion de la faune dans les UFA adjacentes au Parc National Nouabalé-Ndoki et concédées à CIB pour l'exploitation et l'industrialisation du bois d'œuvre. Le CTP WCS est placé sous l'autorité et la supervision du Directeur général de WCS-CONGO à qui il rend compte; Le CTP WCS appuie le Coordonnateur du Projet dans sa gestion du Projet
Le CTP WCS collabore avec les autres travailleurs du Projet. Les tâches du CTP WCS sont les suivantes :
• Représenter WCS au PROGEPP/KABO;
• Assurer le secrétariat lors des sessions du Comité de pilotage
• Emettre des avis techniques sur toutes les questions techniques, administratives et financières liées à la gestion du projet;
• Contribuer étroitement à l'élaboration et à l'exécution du Programme de travail Annuel et du budget;
• Apposer son visa sur tout document comptable avant chaque opération financière;
• Veiller à l'application du Règlement Intérieur et Salarial;
• Proposer toute sanction disciplinaire au Coordonnateur du Projet, le cas échéant;
• En cas de faute dument établie et non sanctionnée par le Coordonnateur du projet, le Conseiller Technique Principal peut se référer par écrit au Comité de Pilotage;
• Contribuer à la recherche des financements afin de

soutenir les activités du Projet et élaborer les rapports d'activités y afférents selon leurs modèles respectifs;
• Avoir la garde et la gestion du matériel de travail affecté par WCS au PROGEPP et gérer de façon technique le personnel affecté par WCS dans le «Projet»
Compétences requises:
Etre capable de vivre dans une localité très reculée de la République du Congo;
Avoir au moins une expérience de dix ans dans la gestion des projets de conservation en zone tropicale;
Avoir une bonne collaboration avec les populations locales et un sens de respect vis à vis des peuples autochtones comme partenaires, le cas échéant, 'comme employés;
Bonne connaissance de l'outil informatique (Word, Excel, Powerpoint, Publisher, Access) incluant la connaissance de ArcGIS et des logiciels statistiques.
Profil requis :
Master en conservation/ Ecologie ou spécialités assimilées ou Bac +3 dans l'une de ces disciplines avec 15 ans d'expérience à des postes de responsabilité dans le domaine de la conservation; Bonne pratique du Français avec anglais Moyen;
Motivé avec un sens d'organisation excellent;
Capable d'analyser les informations et de mener des enquêtes dans le cadre de la Lutte anti braconnage;
Maîtrise du contexte de gestion transfrontalière des aires protégées;
Bonne capacité de communication en langue locale de la zone d'intervention du PROGEPP est un atout
Veuillez envoyer votre Curriculum vitae avec une lettre de motivation à l'adresse suivante: Mr le Directeur général du Programme WCS-CONGO, 151 Avenue General Charles de Gaulle -Plateau centre ville - Brazzaville B.P.14537, ou à l'adresse e-mail: wscsongobrazza@wcs.org au plus tard le 25 Décembre 2015. Seuls les candidats présélectionnés seront contactés à passer le test d'évaluation.

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

En vu du recrutement d'un consultant pour mener l'enquête sur le bien être émotionnel.



Dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Appui au Renforcement de la réponse nationale au VIH auprès des populations à risque en République du Congo ».

La Croix-Rouge Française a l'intention d'utiliser une partie du financement accordé au titre de cette subvention pour financer le contrat de service d'un consultant national (junior). Le Coordonnateur du projet invite les individus et bureaux d'études intéressés par le présent avis, à manifester leur intérêt en vue de fournir les services décrit ci-dessus.

Profil du consultant

- Excellentes compétences en analyse et rédaction de rapports;
- Une expérience de travail antérieure en République du Congo serait un atout.
- Une expérience de travail avec le mouvement Croix-Rouge/ Croissant rouge serait un atout. En plus du CV, le consultant intéressé doit soumettre une lettre de motivation dans laquelle il détaillera la manière dont il pense répondre aux exigences de la consultation. Le dossier devra également comprendre:
 - Une brève description de la méthodologie et des outils proposés;
 - Le plan de travail provisoire
 - Le calendrier et le budget incluant les honoraires ainsi que les coûts connexes
- Les termes de référence sont disponibles au secrétariat de la Croix-Rouge française, n°8 rue Lucien FOURNEAU, en face du Ministère de la Fonction Publique.
- Etre expert en mise en œuvre d'étude, notamment dans le domaine de la santé publique et /ou de soutien psychologique;
- Ou être psychologue de préférence nationale ayant une parfaite connaissance de la problématique du VIH au Congo et de préférence auprès des enfants.
- Le consultant sera sélectionné sur la base de ses qualifications ainsi que de son expérience d'étude dans un contexte et sur un sujet similaire.
- Les critères suivants seront particulièrement appréciés dans la grille de sélection :
 - Diplôme d'études supérieures (minimum Master) en psychologie, sciences sociales, épidémiologie, santé publique ou dans des domaines connexes;
 - Expérience dans la conception, la planification et la mise en œuvre d'études liées à la santé et /ou secteur psycho social;
 - Compétences en suivi évaluation et analyse de données dans les services de soins de santé, de la psychologie; une expérience spécifique dans le domaine du VIH est indispensable;

Adresse de soumission des offres
Les candidatures devront être envoyées au plus tard le lundi 21 décembre 2015, sous pli fermé, au coordinateur de l'Unité de Gestion du projet (Monsieur Nazaire Bakala).
Par voie électronique à Natacha NKOUKA, secretugp-congo.frc@croix-rouge.fr avec en copie respugp-congo.frc@croix-rouge.fr; hod-congo.frc@croix-rouge.fr; hod1-congo.frc@croix-rouge.fr
A indiquer sur l'enveloppe : « recrutement d'un consultant national pour mener l'enquête sur le bien être émotionnel »
Date de publication : 07/12/2015
Nazaire BAKALA
Le Coordonnateur du projet

GENRE

Des recommandations pour réduire les nouvelles formes de violence

Les participants à l'atelier de validation de l'étude sur les nouvelles formes de violences basées sur le genre, organisé récemment à Brazzaville par le ministère de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement, ont formulé plusieurs recommandations allant dans le sens de la sensibilisation des différents acteurs ainsi que des probables victimes

À l'issue de la présentation des résultats de cette étude menée par l'Union pour l'étude et la recherche sur la population et le développement, les participants ont, entre autres, recommandé l'organisation des campagnes de sensibilisation sectorielle sur les nouvelles formes de violences identifiées en les conceptualisant. Ils ont aussi suggéré l'organisation des séminaires de sensibilisation des femmes sur les démarches à entreprendre auprès des autorités (judiciaires, administratives, policières...) lorsqu'elles ont été victimes d'un acte de violence. Conscients du fait que les nouvelles formes de violence sont souvent mal connues, ils ont de-

mandé la sensibilisation des populations, surtout des femmes en union, aux violences sexuelles dans la vie du couple, qui sont considérées comme une affaire strictement privée.

« Au risque de voir les femmes victimes de violences garder le silence, il est préférable de mettre en place des structures de prise en charge psychosociale dans les centres d'écoute qui pourront être créés dans tous les départements en les incitant à les fréquenter », ont souhaité les participants.

Pour la prévention et la lutte contre les violences, ils ont également recommandé la création des réseaux entre le ministère



Virginie Ndessabeka (au centre) présidant la rencontre

en charge des questions des femmes, la justice, la police, les ONG et les chefs de quartier. À cela s'ajoute l'intensification des campagnes de communication pour le changement des comportements afin de réduire les inégalités entre les hommes et les femmes en vue de favoriser l'autonomisation des femmes. « Au regard du grand champ de domaine des violences basées sur le genre et la masse d'informations obtenues lors des enquêtes, il sera nécessaire d'approfondir les analyses thématiques en utilisant les deux bases de données obtenues et de registres dans les

services publics (commissariats de police, formations sanitaires et cliniques juridiques) », ont-ils conclu.

Pour rappel, cette enquête a pour objectif principal de fournir des informations utiles à la mise en œuvre de projets et programmes efficaces de lutte contre les violences basées sur le genre. Il s'est agi spécifiquement de mesurer le niveau des différentes formes de violence à l'intérieur du pays ; analyser le contexte familial, social, culturel et économique des situations de violence ; déterminer les conséquences des violences sur les victimes ; étudier

les réactions des victimes aux violences subies.

La phase de collecte des données s'est effectuée dans les différents chefs-lieux de département, durant deux semaines sur un échantillon de 3 931 enquêtés dont 3030 femmes et 901 hommes, soit respectivement 77,1% de femmes et 22,9% d'hommes. Parmi ces violences on peut citer celles liées au veuvage, à la prostitution et à la pédophilie. Les violences institutionnelles, scolaires, communautaires et celles liées à la profession ont été aussi épilogées.

« Les questions de violence, vous le savez, sont susceptibles de toucher chacun d'entre nous. De plus, comment combattre efficacement les violences si elles sont ignorées, méconnues ? 2015 est non seulement l'année de l'autonomisation des femmes, de la prévention contre les violences, c'est aussi l'année de la révolution orange : 16 jours pour orange le monde », a rappelé Virginie Ndessabeka, conseillère administrative et juridique de la ministre de la Promotion de la femme qui a présidé la rencontre.

Parfait Wilfried Douniama

NECROLOGIE

Jean Bruno Ndokagna, agent des Dépêches de Brazzaville, la veuve Obellet Victor, Ida Ekondza, Lydie Olingou, Dorcas Bekale, Rauliat Ndokagna, Prospère Okombi et Ninini Junior Ousman informent les parents, amis et connaissances que le programme des obsèques de leur regrettée bertya Carelle Olingou Bondzolo ce présente comme suit :

Mardi 8 décembre 2015 :

- 10h30 : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville ;
- 12h00 : messe de requiem en l'agglise protestante de Ouenzé (rond point Koulounda) ;
- 13h30 : départ pour le cimetière la grâce ;
- 16h45 : retour et fin de la cérémonie.



Mme Makambo Suzanne, Onfoura Nancy, Ngouba Fanny et Ngouba Francelle annoncent le décès de Mbia Binette Léa, survenu le 5 décembre 2015 à Brazzaville à l'hôpital de base de Talangaï.

La veillée mortuaire à lieu au n° 16, rue Loango à Poto-Poto, Brazzaville.

Le programme de l'inhumation se présente comme suit :

Lundi 14 décembre 2015 :

- 9h00 : levée de corps à la Morgue municipale de Brazzaville ;
- 10h00 recueillement au domicile familial ;
- 12h00 : messe de requiem en la basilique Sainte-Anne ;
- 14h00 : départ pour le cimetière Bouka ;
- 16h00 : fin de cérémonie.

IN MEMORIAM

9 décembre 2014- 9 décembre 2015.

Un an déjà, qu'il a plu au Seigneur de rappeler à lui, Marie-Alphonse MASSAMBA.

À l'occasion de l'an 1 de son départ vers la maison du Père l'Éternel, OSSELE Marie-Joséphine et Enfants prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse pour lui en ce mois de décembre.

Que brille sur son âme la lumière sans déclin et que son âme repose en paix.



NONCIATURE APOSTOLIQUE

Prot. N° 4.525/15

COMMUNIQUÉ
DE LA NONCIATURE APOSTOLIQUE
(AMBASSADE DU SAINT-SIÈGE/VATICAN)
AU CONGO

La Nonciature Apostolique (Ambassade du Saint-Siège) au Congo a l'honneur d'informer les fidèles catholiques et l'opinion publique congolaise que Sa Sainteté le Pape François a nommé aujourd'hui Son Excellence Monseigneur Jan Romeo PAWLOWSKI comme Délégué pour les Représentations Pontificales.

Après avoir effectué pendant six ans et demi sa mission de Nonce Apostolique au Congo et au Gabon, Mgr Pawlowski quittera définitivement Brazzaville vers la mi-janvier.

Dès son départ et jusqu'à l'arrivée du nouveau Nonce Apostolique, Mgr Patrick Saw Zay Han, Premier Secrétaire, assumera les fonctions de Chargé d'Affaires «ad interim» de la Nonciature Apostolique au Congo.

Brazzaville, le 7 décembre 2015

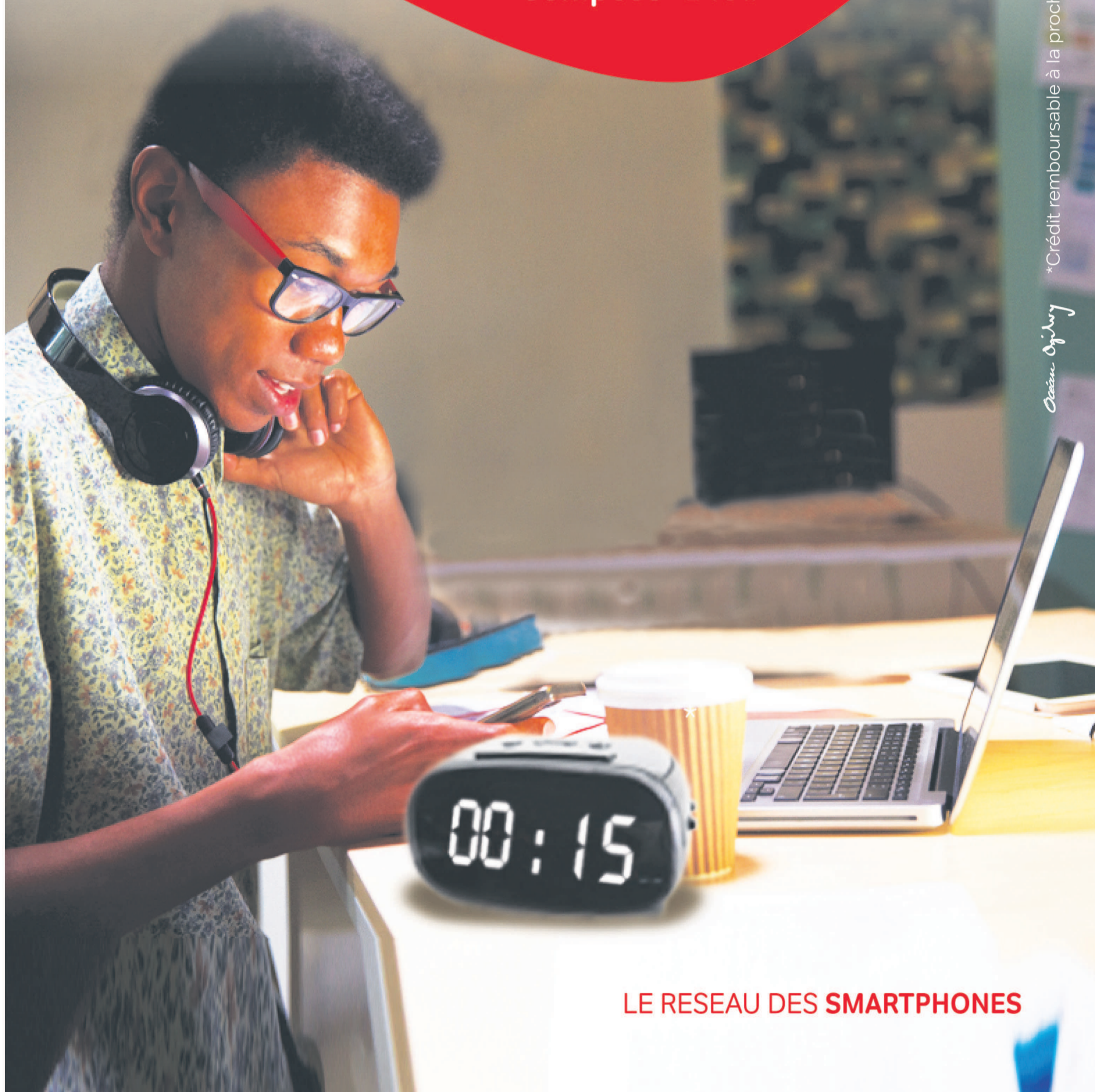




EN PANNE DE CREDIT ?
LA SOLUTION À TOUT MOMENT

Avec **SOS Crédit** emprunte
jusqu'à **10.000F***

Compose ***143#**



*Crédit remboursable à la prochaine recharge.

Deceun Dequey

LE RESEAU DES SMARTPHONES

CENTRAFRIQUE

Karim Meckassoua lance sa campagne en présence de plusieurs milliers de personnes à Bangui

Candidat à la présidentielle du 27 décembre, l'ancien ministre centrafricain des Affaires étrangères, Karim Meckassoua a dévoilé son programme de société axé essentiellement sur la réconciliation et le développement économique.

Pour se démarquer des autres candidats (près d'une trentaine), l'indépendant Karim Meckassoua se présente comme un candidat de l'unité de la Centrafrique. « *J'ai la volonté de nous réconcilier, de rassurer notre peuple face aux défis qui sont les nôtres. J'ai la volonté de dépasser les clivages, les différences et les tranchées que des barbares ont creusées pour livrer la RCA à la guerre civile. J'ai la volonté d'unir les forces de notre pays pour tirer le meilleur de ses ressources, les femmes et les hommes de ce pays.* », Karim Meckassoua

La Centrafrique est terre, a lancé le candidat Meckassoua à ses milliers d'interlocuteurs réunis au complexe sportif Barthélémy Boganda. « *Aujourd'hui, j'ai choisi de devenir le premier serviteur de la Centrafrique. Quand on aime son pays, on ne peut rester indifférent à la souffrance de celles ou de ceux qui voient aucun avenir à portée de main, qui se sentent exclus et dont le seul projet consiste à suivre à la ville, à la campagne, dans des camps de déplacés ou de réfugiés.* », a-t-il confié.

Pour sortir la RCA de cette ornière, l'homme politique centrafricain formule ses solutions autour de deux points: la réconciliation et le développement. La réconciliation, selon Meckassoua, passe par la lutte contre la corruption, la restauration de l'autorité de l'Etat, la séparation des pouvoirs... « *Ma gouvernance reposera sur le dialogue permanent avec toutes les sensibilités de notre pays. Certains s'acharnent à conserver un pouvoir dont ils ne font rien, alors que mon projet est de vous le rendre* », a martelé Karim Meckassoua.

Au plan économique, ce candidat à la magistrature suprême de la RCA, propose l'intégration de son pays au projet sous-régional d'émergence économique ; une loi des cadres organiques pour mettre fin au clientélisme ; une loi sur la gestion axée sur les résultats (GAR) afin de reconstruire la RCA. Bref, « *un développement pour que la Centrafrique puisse à nouveau nourrir ses enfants, leur offrir un avenir. Pour que l'exil ne soit pas la seule option de ceux qui veulent construire, prospérer, embaucher et commercer.* », a-t-il conclu.

Fiacre Kombo

Le chef rebelle Nourredine Adam menace de perturber les prochaines élections

L'ancien numéro deux de l'ex-séléka, Nourredine Adam a proféré la menace, le 3 décembre dernier, sur les ondes de la radio Ndèkèluka. En réaction, le porte-parole du gouvernement de transition, Dominique Said Paguindji a dénoncé dimanche une déclaration de guerre contre le peuple centrafricain.

« *Des informations concordantes de sources sécuritaires font état des préparatifs guerriers de la part du chef de guerre, Nourredine Adam installé à Kaga-Bandoro dans la Nana-Gribizi. La déclaration de Nourredine Adam sur Radio NdekeLuka le 3 décembre 2015, témoigne à suffisance de la logique de la terreur et de la guerre dans laquelle s'est installé depuis toujours ce rebelle invétéré qui continue de défier les autorités de la transition et toute la communauté internationale* », a indiqué le ministre centrafricain de la Justice, porte-parole du gouvernement.

En effet, dans une entrevue avec les confrères de la radio onusienne Ndèkèluka, le patron du Front patriotique pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC), une des branches armées de l'ex-séléka, se dit « *opposer à la tenue de toutes les élections notamment le référendum du 13 décembre pro-*

chain, la présidentielle et les législatives du 27 décembre dans les zones nord et nord-est ». Il a, à cette occasion, déclaré la partition du pays.

Les ex-séléka se désolidarisent de Nourredine

Pour les autorités de la Transition « *Nourredine Adam se déclare ainsi « l'ennemi public n°1 » de l'unité, de la paix et de la réconciliation nationale dans notre pays, valeurs pour lesquelles le Souverain pontife vient de plaider lors de sa visite triomphale à Bangui* », a déclaré Dominique Said Paguindji. Les autorités centrafricaines ont averti qu'elles entendent saisir la Cour pénale internationale, parce que « *comment comprendre qu'un chef de guerre qui est sous sanction des Nations unies puisse continuer de circuler librement... ?* »

Même indignation du côté des autres factions rebelles. Plusieurs groupes armés, comme le MPC, basé à Kaga-Bandoro, se sont dissociés de cette annonce. D'après ces mouvements armés signataires de l'accord de cessation des hostilités de Brazzaville, ce genre d'agitation vise à compromettre le processus de paix et de réconciliation encore fragile. Ils rejoignent le régime de Transition en lançant tous

« *un vibrant appel à toutes les Centrafricaines et tous les Centrafricains à ne pas céder à la peur, et à se mobiliser comme un seul homme pour barrer la route à ce projet inacceptable* ».

Nourredine Adam défie la CEEAC

A Libreville, lors du dernier sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale(CEEAC), les dirigeants de la sous-région ayant prolongé la durée de la Transition jusqu'au 31 mars 2016, ont affirmé leur soutien au calendrier électoral promulgué par l'Autorité nationale des élections. Ils ont, à cet effet, mis en garde tous ceux qui conspirent contre la Transition « *qu'ils s'exposent à des sanctions de la communauté internationale* ».

Les dirigeants de la CEEAC ont décidé alors de dépêcher une délégation de haut niveau auprès du secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, et du Conseil de sécurité pour solliciter le renforcement du mandat de la mission onusienne Minusca afin de lui permettre de « *répondre de manière plus ferme et plus efficace aux défis sécuritaires* ».

F.K.

RENZI

«La Lybie risque d'être la prochaine urgence»

Les renseignements occidentaux sont unanimes à pointer la Libye du doigt comme foyer en puissance du djihadisme.

Le Premier ministre italien Matteo Renzi est formel : la Libye doit aujourd'hui mériter les efforts de la communauté internationale si on ne veut pas qu'un foyer du terrorisme islamiste s'installe à quelques encablures de l'Europe. « *La Libye risque d'être la prochaine urgence* », a mis en garde le président du Conseil. Rome, plusieurs fois menacée par l'organisation de l'Etat islamique (EI), maintient une vigilance accrue s'estimant cible privilégiée des islamistes en raison de sa proximité géographique et historique avec la Libye, mais aussi du fait qu'elle est la « capitale » de la catholicité. Prenant la mesure d'une telle menace, beaucoup de capitales occidentales ont craint pour la vie du pape François lorsqu'il y a une semaine, contre l'avis de tous, il a maintenu sa première tournée en Afrique, la concluant par la République centrafricaine où les violences interreligieuses ont fait craindre le pire. Tout s'est bien déroulé mais la menace reste, d'autant que l'Italie a annoncé la semaine dernière avoir arrêté des extrémistes musulmans du Kosovo qui projetaient de tuer le Souverain pontife.

Le nouvel afflux des réfugiés en provenance de Libye est particulièrement surveillé aussi par les services de renseignement. Dans le contexte des violentes attaques du 13 novembre à Paris, qui ont coûté la vie à 130 personnes, les migrants arrivant en masse sont regardés avec suspicion. L'Etat islamique avait promis d'infiltrer parmi eux

des fondamentalistes venant faire le djihad. A tout instant, les débarquements de réfugiés à Lampedusa, île italienne de Sicile, sont scrutés avec grande attention. L'Italie a déployé des moyens importants pour assurer le bon déroulement de l'année du jubilé chez elle.

Mais les efforts de Rome vont aussi dans le sens d'une plus grande coordination avec les autres pays européens et l'ONU afin de ramener la paix en Libye. Depuis l'effondrement du régime du colonel Kadhafi, en octobre 2011, ce pays est devenu « *le terrain de jeu des extrémistes de tous poils* », comme le signalait récemment un diplomate. En 2011, l'Italie avait renâclé à se joindre à la coalition, surtout franco-britannique, pour bombarder la Libye. Ses mises en garde se justifient au regard du chaos d'aujourd'hui. Ses appels à la concertation visent à appuyer les efforts diplomatiques de l'ONU dans ce pays.

On signale que l'armée française a effectué des vols de reconnaissance au-dessus de la Libye au mois de novembre, notamment le fief de l'Etat islamique à Syrte, et en planifie d'autres, d'après un dossier de presse diffusé vendredi par la présidence française. La France, touchée dans son orgueil par les attentats du 13 novembre dernier, veut une action musclée contre le terrorisme mais souhaite une grande coalition, dût-elle compter des protagonistes opposés comme le sont la Russie et la Turquie. Les Américains disent oui, mais ne comptent pas envoyer plus de soldats au sol en Syrie, en Irak et encore moins en Libye où leur ambassadeur fut assassiné en 2011.

Lucien Mpama

Les deux parlements rivaux s'accordent

Après plusieurs mois de négociation en vain sous l'égide des Nations unies, les représentants des deux parlements rivaux libyens sont parvenus dimanche, à Tunis, à la signature d'un accord en vue de la formation d'un gouvernement d'union nationale.

L'accord conclu prévoit la mise en place d'un comité de dix membres : cinq issus du Congrès général national, composé de conservateurs et des révolutionnaires les plus durs, à Tripoli, et cinq nommés par la Chambre des représentants (CdR, tendance modérée), basée à Tobrouk. Le même texte indique que ce gouvernement d'union nationale sera dirigé par un Premier ministre et deux vice-premiers ministres représentant chacun des deux camps dont les noms ne sont pas encore connus. Les délégations libyennes se sont aussi accordées pour revenir à la constitution de 1951. Cette loi fondamentale amendée en 1963, puis abolie par Mouammar Kadhafi en 1969, a été réaménagée en tenant compte de la situation actuelle.

Les pourparlers de Tunis qui ont abouti à la signature de l'accord sont les premiers du genre au cours desquels des représentants des autorités libyennes rivales se sont rencontrées pour négocier sans la présence de tierces parties. Le texte ayant été en effet négocié dans le secret sans la participation de l'ONU, qui tente depuis des mois de trouver une solution à la crise libyenne.

A l'issue de la signature de l'accord, le vice-président du Parlement de Tripoli, Awad Mohamed Abdoul-Sadiq, cosignataire du texte n'a pas caché sa satisfaction. « *C'est un moment historique que les Libyens attendaient, que les Arabes et que le monde attendait* », a-t-il déclaré. « *Il s'agit d'une occasion qui ne se représentera pas une seconde fois. Nous invitons tous les pays voisins (...) mais également la communauté internationale à soutenir cet*

accord (...) qui rendra la région plus sûre », a-t-il ajouté. Pour sa part, Abdelgader Gedoura, membre de l'Assemblée constituante s'en est aussi réjoui en ces termes : « *C'est un bon accord sur le fond. Sur la forme, c'est une première étape importante dans le sens de la stabilité* »

Malgré cet accord, le texte devra, avant d'être mis en œuvre, soumis à l'approbation des deux Parlements pour la simple raison que deux points d'achoppement se dessinent. Il s'agit de déterminer le régime politique du pays et son fonctionnement.

Dès l'annonce de l'accord entre les parlements rivaux, des voix se sont élevées pour le critiquer. « *C'est une stratégie de la Cyrénaïque pour avoir plus d'autonomie, comme c'était le cas sous la monarchie avec la Constitution de 1951. Nous n'accepterons pas ce texte* », a dit un haut fonctionnaire du gouvernement de Tripoli, originaire de Sebha, la capitale du Fezzan, la région sud du pays. Pour lui, les discussions qui se sont déroulées secrètement en Tunisie, jettent un doute sur leur légitimité. Il a soutenu son propos par le fait que les participants de la rencontre de Tunis étaient presque tous originaires de la Cyrénaïque (région à l'est de la Libye).

Pour l'heure, l'ONU qui a souvent travaillé avec la médiation algérienne pour tenter de trouver une solution à la crise libyenne n'a pas encore officiellement réagi à l'accord concurrent conclu par les deux parlements.

La Libye, rappelons-le, est livrée à des milices armées depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011. Une situation qui a fait que deux autorités rivales, l'une basée à Tripoli, l'autre reconnue par la communauté internationale et installée dans l'est du pays, se disputent le pouvoir. Ce qui a permis au groupe Etat islamique de gagner du terrain en Libye même et dans la région sahélo-saharienne.

Nestor N'Gampoula

VIH/SIDA

L'OPDAS et la Chine multiplient des stratégies pour l'élimination de l'épidémie d'ici à 2030

En marge du Forum de coopération Chine-Afrique, tenu du 4 au 5 décembre dernier à Johannesburg, en Afrique du Sud, l'Organisation des premières dames d'Afrique contre le sida (OPDAS) et l'épouse du chef de l'Etat Chinois, Peng Liyuan se sont réunies en parallèle pour mettre en place des politiques fiables pouvant contribuer à la réduction de nouvelles infections à VIH/Sida.



Une vue des premières dames d'Afrique Crédit photo Kiba

La table ronde Chine-Afrique a connu la participation de toutes les premières dames membres de l'OPDAS, représentant chacune la sous-région. Ainsi, l'Afrique de l'Ouest a été représentée par le Niger, l'Afrique Australe par le Malawi, l'Afrique de l'Est par le Kenya. L'Afrique centrale a été représentée par la République du Congo, à travers l'épouse du chef de l'Etat, Antoinette Sassou N'Guesso, sans oublier l'Afrique du Sud, pays organisateur et le Ghana qui assure actuellement la présidence de cette organisation. Cette rencontre qui a eu pour thème, « Partenariat Afrique-Chine : soutenir l'effort pour avoir une génération sans VIH », visait à promouvoir les réalisations intersectorielles liées à la réponse au sida et à renforcer le partenariat entre les gouvernements, la société civile et les partenaires au développement. Dans leurs différentes interventions, les épouses des chefs d'Etat africains ont présenté tour à tour leurs expériences en matière de lutte contre le sida dans leurs pays respectifs, en reconnaissant aussi quelques faiblesses dans la riposte au sida, notamment le faible taux de diagnostic infantile à la fois précoce et post allaitement dans de nombreux pays africains, créant ainsi « un goulot d'étranglement pour l'extension du traitement pour les jeunes enfants ».

En outre, elles ont reconnu aussi que les enfants vivant avec le VIH sont trois fois moins susceptibles de recevoir un traitement par rapport aux adultes,

18^e conférence internationale sur le sida et les IST en Afrique

Hormis la table Ronde Chine-Afrique sur le sida, les premières dames d'Afrique ont été conviées à une conférence sur le sida et les infections sexuellement transmissibles tenue du 29 au 4 décembre au Zimbabwe. Elle a été placée sous le thème : « le sida à l'ère post 2015 : lier le Leadership, la Science et les Droits Humains ».

LICASA de cette année a été une occasion pour la Communauté internationale et tous les Africains, de conjuguer leurs efforts dans l'aboutissement d'une Afrique sans sida. Considérant l'urgence de la question, des milliers d'éminents scientifiques, décideurs politiques, militants, personnes vivant avec le VIH, leaders de Gouvernement ainsi qu'un nombre de Chefs d'Etat et de représentants de la Société Civile ont pris part à cette rencontre dans le cadre de la réalisation de cet objectif. Le Congo a été représenté des organisations impliquées dans la lutte contre le VIH/sida.

Au terme de la rencontre, les participants se sont fixés pour objectifs, entre autres de renforcer le leadership africain, et accroître l'investissement financier pour soutenir la réponse continentale en matière de santé ; d'améliorer la sensibilisation, l'apprentissage des connaissances, les compétences, les meilleures pratiques de la riposte au Sida et d'autres épidémies émergentes (Ebola, Hépatite, et les maladies non transmissibles), et de promouvoir pour l'ère post 2015, le développement et le passage à l'échelle des interventions fondées sur des preuves tangibles pour répondre au VIH/Sida et aux maladies associées. La tenue biennale de cette conférence est alternée entre les pays africains francophones et anglophones.

et estiment que « des efforts énergétiques pour réduire la transmission mère-enfant du VIH, et pour éliminer l'infection au VIH chez les nourrissons et les jeunes enfants renforceront la main d'œuvre future de l'Afrique, et contri-

buera au développement du continent ».

Sur ce, elles ont émis le besoin de lancer une « campagne de plaidoyer pour les enfants », qui aura pour objectif d'améliorer l'accès au diagnostic, d'administrer un traitement approprié et de fournir des soins aux enfants vivant avec le VIH.

La première dame du Congo, Antoinette Sassou N'Guesso, femme de tête et de cœur engagée dans le domaine social, dont la santé de la mère et de l'enfant s'inscrit dans ses priorités a pris la parole pour parler de son expérience, notamment des actions menées et des réalisations entreprises dans la lutte contre le sida dans son pays.

L'implication de Peng Liyuan pour la prise en charge de la mère et de l'enfant

L'OPDAS dans son ensemble a relevé l'engagement de la première dame de Chine, Peng

tèmes de prise en charge de la mère et de l'enfant.

En plus, la Chine aidera certains pays africains à construire des infrastructures permettant à la mère et l'enfant d'accéder dans de meilleures conditions dans la phase de grossesse et de l'accouchement. Aussi, avec l'appui de la première dame de Chine, quelques pays pourront servir de pilote pour la fabrication des molécules, et les rendre disponibles à moindre coût, voire gratuitement aux populations concernées.

En dehors de cet accord de partenariat, la première dame de Chine a promis d'intervenir personnellement dans des pays avec qui la Chine entretient des fortes relations pour voir dans quelles mesures les gouvernements pourraient présenter aux chinois leurs différents projets conçus.

Evoquant son expérience en tant qu'ambassadrice de bonne volonté de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour la tuberculose et le VIH/SIDA, l'épouse du chef de l'Etat chinois a souligné l'importance de renforcer la coopération globale en matière de santé. Elle a salué la coopération médicale croissante entre la Chine et l'Afrique. Au terme de la rencontre, les premières dames d'Afrique ont publié des recommandations contenant de grandes lignes sur la manière dont la coopération intercontinentale peut être renforcée, afin de parvenir à un impact durable. Au prime abord, elles se sont engagées à travailler activement pour mobiliser les bailleurs de fonds et les ressources, et explorer les opportunités pour fournir de l'aide aux femmes et aux enfants affectés par le VIH, afin d'atteindre une génération sans sida en Afrique et en Chine.

Par ailleurs, elles ont exhorté les gouvernements à assurer un accès universel à la prévention du VIH, au traitement, aux soins et services de soutien pour toute la population en générale et pour les enfants en particulier, ce qui, éventuellement contribuera, estiment-elles à mettre fin à l'épidémie du sida d'ici 2030.

Avec l'appui de l'ONU sida, des améliorations considérables ont été notées, surtout au niveau de la sensibilisation dans les pays d'Afrique Australe qui viennent de très loin, et qui, grâce aux efforts conjugués des pouvoirs publics et de la société civile ont pu atteindre des résultats positifs à ce niveau.

Yvette Reine Nzaba



Photo de famille des premières dames /Crédit photo Kiba

COP21

Des négociations patinent, Laurent Fabius met la pression

Un projet d'accord, sans avancées majeures, a été rendu public ce 4 décembre. Plus de 250 options sont encore en suspens et doivent faire l'objet d'après discussions.

Le président de la COP21, Laurent Fabius, a tapé le poing sur la table, le 3 décembre. Malgré une cinquantaine de réunions techniques, les négociations avancent trop lentement. Ce qui ne convient pas à ce dernier, qui a tenu à le dire publiquement : « *les négociations avancent trop lentement* », s'invitant à la réunion des négociateurs et de l'Union européenne (UE) pour accélérer le rythme.

Une démarche ayant porté partiellement des fruits. Un texte un peu raccourci mais sans avancées majeures a été présenté aujourd'hui. C'est un projet de 50 pages, dont 26 concernent l'accord proprement dit, en discussion, devant subir une cure d'amaigrissement, être remis le 5 décembre, au président de la COP21 et confié, le 7 décembre aux ministres, avant le texte final, censé avoir l'accord de tous les chefs d'Etat.

Les délégués travaillent au sein de 15 groupes thématiques, dont l'adaptation au changement climatique, son financement et l'objectif global. Ils sont tenus de rendre le texte lisible, plus synthétique et ambitieux, sous les regards critiques des ONG et des gouvernements.

Noël Ndong

AFRIQUE & PROCHE - ORIENT

Les Pays-Bas offrent un don de 7 millions de dollars en faveur de la gestion de l'eau

En collaboration avec la FAO, les Pays-Bas ont fait un don de 7 millions de dollars en faveur de l'utilisation des technologies de télédétection permettant d'aider les pays pauvres en eau du Proche-Orient et d'Afrique à surveiller et à améliorer leur utilisation de l'eau pour la production agricole.

Le directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, a expliqué que « *ce projet se sert de certaines des technologies les plus avancées en tenant compte des écosystèmes et de l'utilisation équitable des ressources en eau* ». Il a relevé l'importance du projet à la veille de la COP21 qui se tient à Paris du 30 novembre au 11 décembre, en faisant remarquer le stress supplémentaire qu'exerce le changement climatique sur les agriculteurs et la manière dont ils gèrent leurs ressources limitées en eau. La représentante permanente des Pays-Bas auprès de la FAO, Gerda Verburg, a rappelé la raréfaction des ressources en eau, « *mais en même temps, elles sont cruciales pour produire suffisamment de nourriture pour une population croissante*, a-t-elle dit. *Grâce à cette approche innovante de télédétection pour améliorer la productivité de l'eau, nous offrons aux agriculteurs un outil concret pour décider du meilleur usage de l'eau et de quels types de plantes cultivées -mais aussi de la campagne de croissance de façon à pouvoir cibler leurs investissements* ».

Les données par satellite permettent de détecter les terres où l'utilisation de l'eau ne se traduit pas en une production agricole optimale, d'identifier la source du problème et de recommander les différentes techniques de semis et d'irrigation. Les images de télédétection par satellite permettront d'améliorer l'utilisation de l'eau pour les cultures.

Quelque 70% de tous les prélèvements d'eau douce dans le monde sont destinés à l'agriculture – un chiffre proche de 95% dans certains pays en développement, compromettant l'avenir durable de la production agricole.

La raréfaction des ressources hydriques et la concurrence pour l'eau risquent également de faire avorter les efforts de réduction de la pauvreté, en particulier, dans les zones rurales semi-arides où l'accès à cette précieuse ressource pour l'agriculture et l'élevage est capital pour jouir de moyens d'existence stables.

Noël Ndong

SOMMET SINO-AFRICAIN

Le président Alpha Condé loue l'engagement de la Chine

De retour d'Afrique du Sud où il a pris part au sommet Chine-Afrique, le président de Guinée Conakry, Alpha Condé a effectué le 6 décembre, une escale technique à Brazzaville.

Abordé par la presse congolaise, il a salué la vitalité de la coopération sino-africaine.

Excellence monsieur le Président, votre homologue congolais a commenté, à son retour à Brazzaville, les conclusions du sommet Chine-Afrique auquel vous avez également pris part en Afrique du Sud. Nous voulons savoir, en termes d'ajouts, si, selon vous, ces conclusions sont-elles porteuses d'espoir ?

Alpha Condé : Vous savez que depuis quarante ans, nous avons les mêmes positions avec mon homologue congolais, Denis Sassou N'Guesso et nous pensons que la Chine est une chance pour l'Afrique et vice versa. Le président chinois a promis à l'Afrique, outre les 60 milliards de dollars, des partenariats stratégiques très bénéfiques pour les deux parties. Nous sommes sortis très contents de ce sommet. Il reste aux africains de s'entendre pour privilégier des projets interrégionaux qui vont



Denis Sassou N'Guesso et Alpha Condé

permettre le développement de notre continent.

Vous venez d'être réélu à la magistrature suprême de votre pays, sous quel signe allez-vous placer ce nouveau mandat ?

A.C : Notre pays a trop souffert. Il est temps de se ressaisir et de

renforcer l'unité et la cohésion nationales, afin que tous les Guinéens participent à l'œuvre de la consolidation de la démocratie. J'ai opté de discuter avec tout le monde pour leur faire comprendre que nous avons intérêt de se donner la main pour redresser le pays.

Roger Ngombé

ITALIE

Les migrations par la Méditerranée continuent malgré le froid

Les garde-côtes italiens et européens sauvent chaque jour de la noyade des dizaines de candidats à l'émigration vers l'Europe malgré les dangers.

Menaces djihadistes, violences en Libye, restrictions européennes et écrémage entre les migrants venant des pays en guerre et les supposés migrants économiques n'y font rien : les migrations par la Méditerranée se poursuivent. Même le grand froid, de ces derniers jours, en Italie n'est pas suffisant à dissuader les candidats à l'entrée à tout prix en Europe dans leur entreprise téméraire. Comme au beau temps chaud de l'été, les embarcations de fortune, celles qui ne servent qu'une seule fois (pour l'aller), tentent de passer à travers les mailles du filet de la surveillance maritime européenne.

Les garde-côtes italiens ont annoncé jeudi avoir secouru quelque 2000 désespérés au large des côtes libyennes. Ils étaient entassés dans ... 11 embarcations de fortune : 3 bateaux en bois et 8 canots pneumatiques ! Il est rare que les traversées aient lieu pendant la période hivernale. Et l'hiver de cette année

est « bizarre » en Italie, alternant les grands soleils avec les journées de grand froid. Un froid qui doit se sentir encore plus vivement au ras de l'eau, surtout la nuit, parmi ces migrants peu ou mal vêtus et souvent sans nourriture.

Pourtant ces dernières semaines, l'urgence immigration ne se signalait plus à partir de la Méditerranée mais à travers les frontières terrestres des pays européens, les migrants provenant surtout de Syrie, traversant la Turquie et gagnant de préférence le territoire de l'Union européenne par les Balkans. Mais ces pays, après une période de relative tolérance, ont commencé à être plus restrictifs et même hostiles, n'hésitant pas à jusqu'à ériger des murs de barbelés.

La norme aujourd'hui est de ne laisser passer que les migrants provenant des pays en guerre comme la Syrie, l'Irak et l'Afghanistan. Tous les autres, considérés comme des migrants économiques, sont retenus dans des centres en vue de leur renvoi. Jeudi, un migrant marocain est mort électrocuté à la frontière entre la Macédoine et la Grèce. Les Marocains protestaient contre

leur « tri », refusant qu'ils soient catalogués migrants économiques. C'était le deuxième incident du genre en moins d'une semaine.

L'ONG Médecins sans frontières (MSF) rappelle pourtant que « les gens ont besoin de fuir, même en hiver ». Jeudi, l'ONG a entamé des opérations de secours en mer Egée, entre la Turquie et la Grèce, en collaboration avec Greenpeace. Après une moyenne de plus de 760 migrants par jour entre juin et août, celle des arrivées en Italie est passée à 530 par jour en septembre et 290 en octobre, avant de chuter encore à une centaine en novembre. Et il n'y avait plus eu d'opérations de secours depuis le début de la semaine dernière.

Au total, plus de 894.000 migrants sont arrivés en Europe par la Méditerranée cette année, dont 144.000 via l'Italie. Dans le même temps, on comptabilise plus de 3.515 autres migrants qui sont morts noyés ou disparus, en grande majorité au large de la Libye, en tentant la traversée selon un dernier bilan du Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

Lucien Mpama





Assurances et Réassurances du Congo

Assurance Incendie
Assurance Transport
Assurance Multirisque Habitation
Assurance Globale Banque
Assurance Responsabilité Civile

Assurance Scolaire
Assurance Construction
Assurance Maladie
Assurance Voyage
Assurance Entreprise
Etc...

Soyez rassurés, vous êtes bien assurés!!

Agence BZV : Avenue Amilcar Cabral - Tél : +242 22 281 53 89 / 22 281 16 90
 Agence PNR : 129, Avenue Fayette Tchitembo - Tél : +242 22 281 40 67 / 94 12 88
 Email : arc@arc-congo.cg - www.arc-congo.cg

Une équipe jeune et dynamique à l'écoute de vos besoins

COP 21

Représentation au théâtre du cri de la forêt, d'Henri Djombo, à Paris



Une scène de la pièce

Le spectacle de la pièce le cri de la forêt, réalisée et interprétée par Grâce Youlou Nkouelolo et six comédiens, a fait salle comble à l'hôtel de l'Industrie, dans le cinquième arrondissement parisien.

Sur les planches de l'hôtel de l'Industrie, en présence de l'auteur et d'illustres invités aux premiers rangs, le cri de la forêt a attiré de nombreux spectateurs, dimanche 6 décembre. Dans un décor splendide rappelant la disposition de la cour royale d'un village, en l'occurrence celle de Mbala, la mise en scène de la troupe de sept acteurs a usé d'une succession de bons mots dignes de transbordement virtuel pour passer

en revue les interrogations, les quiproquos ou les sous-entendus vécus dans les profondeurs du Bassin du Congo.

Tout le long de la pièce qui a duré 1h30, Grâce Youlou Nkouelolo, en robe de soirée verdoyante, et ses amis : Auguste Ata Matoumba Agbessi, Noémie Delavennat, Boris Ngolo, Imène Hermi, Cyril Ripoll et Raphaëlle Saint-André ont su donner les répliques transportant les spectateurs jusqu'au village Mbala. En plein milieu de la faune et la flore, les spectateurs ont assisté à une mise en scène à la fois drôle et moralisatrice sur les enjeux de l'abattage des arbres sur place. Pour preuve, la salve d'applaudissements félicitant les acteurs de la part d'une

salle imprégnée de la thématique sur la déforestation et édifiée sur le bon usage et la protection des forêts.

Pour compléter l'ambiance de la performance naturelle sur les planches des comédiens, le journaliste Souleymane Coulibaly, dit Soro Solo, de l'émission « L'Afrique en Solo », s'est entretenu un court instant en face à face avec Henri Djombo. L'auteur a salué l'exploit des comédiens et a confié la fierté de réunir autant de monde sur une pièce, une de plus, d'après ses romans qui ont été, pour la plupart, adaptés au théâtre. La comédie dramatique Le cri de la forêt a été réédité aux Editions associées Cécile Langlois et Hemar en prélude à la COP 21

Antoine Daniel Kongo

SOMMET DES MAIRES DU MONDE

La ville au cœur des préoccupations

Plus de 700 maires du monde entier se sont regroupés, le 4 décembre au Bourget, à l'initiative de la maire de Paris, Anne Hidalgo et de l'envoyé spécial des Nations unies pour la ville et le climat Mickaël Bloomberg, pour un sommet des élus locaux sur les problématiques climatiques.

« Notre mobilisation est historique, elle peut résoudre la moitié de l'équation climatique mondiale », a déclaré Anne Hidalgo en préambule. « Nous ne sommes pas venus à Paris faire l'histoire : nous sommes venus construire l'avenir » a précisé Mickaël Bloomberg.

Le rôle des villes dans la lutte contre le réchauffement climatique est déterminant : les zones urbaines abritent plus de 50 % de la population mondiale - les deux tiers en 2050 - et génèrent 70 % des émissions de carbone. Les villes sont aussi les premières victimes du dérèglement climatique et les maires souvent les premiers acteurs impliqués

pour répondre aux inondations, cyclones et autres catastrophes naturelles touchant leurs villes.

De nombreux représentants africains présents

Ce sommet fut aussi l'occasion pour de nombreux pays africains de faire entendre leur voix. Par exemple, le premier ministre du Bénin, Lionel Zinsou a rappelé que « les victimes les plus touchées sont les pays pauvres » puisque le réchauffement climatique est l'une des causes de l'érosion côtière qui menace les agriculteurs, supprime des emplois des pêcheurs et à terme menace de faire disparaître les villes côtières.

Tout en rappelant que les pays africains étaient prêts à s'engager sur le chemin de la croissance verte, il a néanmoins appelé au soutien des villes du nord pour assurer la transition.

Pour Adama Sangaré, maire de Bamako, malgré la crise

que traverse son pays, les Maliens sont préoccupés par les questions climatiques. Il a aussi souligné l'importance d'associer les représentants locaux aux négociations car ces derniers jouent un rôle majeur dans l'application des décisions : « si les maires ne sont pas là lors des négociations, ce sont des négociations de plus qui resteront dans les tiroirs ».

Des engagements partagés

A l'issue du sommet, les élus se sont engagés et ont signé une « Déclaration des maires » remise ensuite aux négociateurs nationaux. Ils se sont notamment engagés à « réduire de 3,7 gigatonnes les émissions annuelles de gaz à effet de serre dans les zones urbaines d'ici à 2030 » et à « soutenir des objectifs ambitieux en faveur du climat, telle la transition vers une énergie 100 % renouvelable ou une réduction de 80 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050 ».

Melissa Kerim-Dikeni

DECLARATION DE KARIM MECKASSOUA

Dire la vérité sur la libération du prêtre polonais Mateusz Dzedzic

BANGUI, le 4 décembre 2015. Il y a un an, le 27 novembre 2014, le prêtre polonais Mateusz Dzedzic recouvrait la liberté. Officiant comme curé à Baboua en République centrafricaine, Mateusz avait été retenu quarante-quatre jours par le groupe rebelle appelé Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC). Des conditions de libération d'un homme de foi, officiant pacifiquement dans sa paroisse, chacun est en droit de connaître la vérité.

Il ne serait pas convenable de s'y dérober plus longtemps encore, par respect pour ceux qui se sont courageusement impliqués afin que Mateusz soit libre. Quelques jours après la visite effectuée par le Pape François en Centrafrique et à quelques semaines d'un accomplissement démocratique attendu par notre peuple, nous croyons utile d'indiquer au plus grand nombre comment cet acte de paix a été rendu possible. L'avènement de la paix civile en Centrafrique, tant espéré par nos compatriotes et par nos frères africains, exige cette épreuve de lucidité et de vérité.

Le risque était grand qu'en l'absence d'une solution négociée, le prêtre polonais et ses 25 compagnons d'infortune – 10 citoyens centrafricains et 15 camerounais – fussent livrés au groupe terroriste et djihadiste nigérian Boko Haram. C'est pour enrayer ce dramatique scénario que j'ai été sollicité par la Fondation de Brazzaville et par le Président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, médiateur régional dans la crise centrafricaine.

Dans ces discussions complexes et discrètes, j'assurais le lien entre les dirigeants du FDPC dans la capitale congolaise et les autorités camerounaises, Présidence de la République et Gouvernement. Ne ménageant aucun de mes efforts pour permettre à cet homme d'église d'échapper aux mains qui le retenaient injustement, je suis entré en contact avec Adboulaye Miskine, dirigeant du FDPC. Du fond de sa cellule au Cameroun où il était emprisonné depuis 2013, il s'est engagé à faire libérer les otages sans condition préalable.

L'homme a donné sa parole et ses instructions ont été immédiatement suivies d'effet. Délivrant au chef de l'Etat congolais un message favorable au processus de transition politique en Centrafrique et promettant d'y contribuer pacifiquement, Adboulaye Miskine a été élargi à son tour.

Le 24 novembre 2014, le Président Denis Sassou N'Guesso a dépêché à Yaoundé son directeur de cabinet, Firmin Ayessa, porteur d'un message personnel au Président camerounais Paul Biya. 48 heures plus tard, les 26 otages étaient libérés. Le 28 novembre, le prêtre polonais était remis par le Président Denis Sassou N'Guesso aux bons soins de la représentante de l'Union européenne à Brazzaville.

Chacun peut se réjouir qu'une issue heureuse ait été trouvée à cette crise, mettant un terme à 44 jours de captivité. Plus largement, cette démarche concertée avec la Fondation de Brazzaville, le Président de la République du Congo, les autorités polonaises, françaises et européennes montre que le chemin vers la réconciliation et la paix est possible en Centrafrique. Le salut de notre pays repose sur un dialogue assuré avec toutes les parties prenantes, délaissant les armes pour l'intérêt général et la tranquillité de nos concitoyens.

En indiquant le rôle effectivement joué par les acteurs étatiques et informels dans cette libération, j'exprime une volonté de vérité et de paix dont je souhaite qu'elle irrigue chacun des responsables politiques de mon pays.

**Meckassoua.RCA@gmail.com
@MeckassouaRCA**

CUVETTE-OUEST

Le district de Kellé doté d'une bibliothèque publique

L'infrastructure est l'œuvre du partenariat signé, le 15 mai 2015, entre l'Association Solidarité-Congo de Luneville en France et l'Association dynamique pour le développement de Kellé que dirige le député de la localité précitée, Thierry Hobié.

Cette bibliothèque, de plus de 3.000 livres, a été ouverte au public par Thierry Hobié le 30 novembre dernier, en présence des autorités administratives et scolaires du district de Kellé, ainsi que du président d'honneur de l'Association Solidarité-Congo, Jean-Marie Monange.

Dans son mot de circonstance, le député de Kellé a rappelé à l'auditoire l'attention qu'il porte aux secteurs de la culture, l'éducation et la formation qualifiante. Il a notamment mis l'accent sur l'importance de la bibliothèque dans la formation culturelle de l'homme, avant de noter que depuis

son élection dans cette circonscription administrative, il s'est toujours investi dans la formation des jeunes, notamment en payant les honoraires des enseignants prestataires et, en accompagnant la jeunesse dans l'apprentissage des petits métiers afin, a-t-il renchéri, de résorber le chômage et de lutter contre la pauvreté.

En outre, Thierry Hobié a indiqué que depuis la création du district de Kellé en 1947, l'entité administrative, qui compte vingt-trois écoles primaires et deux Collèges d'enseignement général, ne dispo-

sait pas d'une bibliothèque publique pouvant permettre aux élèves d'entreprendre des recherches, une manière d'enrichir leurs cours, a-t-il poursuivi. C'est ce vide, a-t-il dit, qui l'a motivé à signer, au cours de cette année, un partenariat avec l'Association Solidarité-Congo. Par ailleurs, il a exhorté les enseignants, le gestionnaire de la bibliothèque, les élèves, les autorités administratives et scolaires, à faire bon usage de cette structure.

Les autres orateurs qui lui ont succédé à la tribune ont salué son geste et l'ont encouragé. Ils sont revenus sur la nécessité pour un district d'être



Une vue partielle de la bibliothèque publique de Kellé

doté d'infrastructures comme les bibliothèques, les installations sportives, les cybers café et autres, pour occuper sainement les jeunes qui s'orientent, de plus en plus, selon les orateurs, vers des distractions moins instructives et perverses. Cette bibliothèque, ont-ils conclu, sera également utile aux autres couches de la société. Notons qu'elle est installée dans l'enceinte de la mairie de la localité.

Roger Ngombé

FOOTBALL

Le week-end des Diablies rouges et des Congolais de la diaspora en France

Ligue 1, 17^e journée, 1^{re} division

Arnold Bouka Moutou était titulaire au poste de milieu gauche lors de la victoire d'Angers à Lyon (2-0). Face à un Tolisso dépassé au poste de latéral droit, l'international congolais a débuté fort avec deux centres aux 2^e et 7^e. Technique et généreux, il a fait prévaloir son impact physique pour alterner débordements et travail défensif. S'il a perdu son poste de latéral gauche, l'ancien Amiénois n'en reste pas moins utile à son équipe, surprenant dauphin du PSG. Notons qu'il s'agissait du dernier match de Ligue 1 de l'Olympique lyonnais en son stade de Gerland, que les Gones occupent depuis 1950. Le club de Jean-Michel Aulas évoluera désormais dans le Stade des Lumières, qu'il étreindra le 9 janvier face à Troyes.

Mauvaise soirée pour Reims et Prince Oniangué, qui concèdent le match nul 1-1 face à Troyes (1-1). Au poste de relayeur gauche, il a touché 69 ballons (7 gagnés, 11 perdus, 81% de passes réussies, 3 fautes subies et 1 commise) avant d'être remplacé à la 67^e. Une prestation sans relief du capitaine des Diablies rouges qui vit un début de saison difficile, à l'image de son club.

Remplaçant, Jules Iloki est entré à la 74^e minute du match nul de Nantes chez le Gazélec d'Ajaccio (1-1). Les Canaris menaient au score lors de son apparition sur la pelouse du Stade Ange Casanova.

Sans Christopher Maboulou, non retenu, Bastia chute face à Monaco (1-2). Yhoan Andzouana n'était pas convoqué dans le groupe monégasque.

Angers est deuxième avec 30 points, soit 15 de moins que le PSG et 1 de plus que Caen, le 3^e. Monaco est au pied du podium avec 28 unités. Avec 22 points, Nantes est 11^e, devant Reims (13^e, 20 points), tandis que Bastia est premier non relégable avec 18 points.

Camille Delourme

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

du LUNDI
au VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUES









L'art dans sa
de la
à la

Généralité,

Tradition

Modernité

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

PARTENARIAT

La Fondation Mwimba-Texas salue la disponibilité du consul Louise Nzanga Ramazani

La diplomate congolaise établie à Anvers, en Belgique, a reçu le président de la Fondation des albinos, lors de son dernier séjour dans ce pays, pour parler des objectifs de cette ONG et voir comment s'impliquer pour la réalisation de cette mission.

Dans une sorte de bilan pour l'année 2015, le président de la Fondation-Mwimba Texas (FMT), Alphonse Mwimba Makiese Texas, a reconnu la disponibilité du consul général de la RDC à Anvers, en Belgique, Mme Louise Nzanga Ramazani, à s'impliquer pour accompagner cette ONG des albinos dans la réalisation de ses missions.

Recevant le catcheur albinos et président de la FMT lors de son

séjour en Belgique, au mois de novembre, le consul Louise Nzanga Ramazani a fait part de ses intentions de s'impliquer dans le soutien de cette ONG d'encadrement des albinos, afin de lui permettre de redonner le sourire à ses membres et à d'autres personnes nécessitées. Cette diplomate congolaise a notamment reconnu le travail abattu par le président de la FMT dans les villes belges dont Louvière, Charleroi, Hainaut, Liège où Mwimba Texas a tenu, sur invitation des autorités belges, des conférences sur la situation des albinos en RDC et en Afrique ainsi que sur les actions menées pour leur bien-être.

Dans cette perspective de son implication pour la réalisation



Le consul Louise Nzanga Ramazani recevant le président de la FMT dans son bureau à Anvers

des objectifs de la FMT, le Consul Louise Nzanga Ramazani a notamment promis à Mwimba Texas de contribuer à l'acquisition d'une

permanence pour la fondation, des moyens de transports (bus et Jeep 4x4) pour les déplacements et pour la sensibilisation ainsi que des instruments pour l'orchestre. S'imprégnant des réalités d'Anvers, Alphonse Mwimba Makiese Texas a reconnu le sens d'organisation du consul Louise Nzanga dont il a également salué l'esprit d'ouverture et la générosité. Le président du FMT a profité de cette entrevue pour lancer un appel aux hommes et femmes de bonne volonté afin d'emboîter le pas à ceux qui accompagnent cette ONG pour le bien des albinos de la RDC, d'Afrique et de la planète entière.

Lucien Dianzenza

ASSEMBLÉE NATIONALE

Évariste Boshab visé par une pétition

Une cinquantaine de députés congolais ont signé une pétition demandant le départ du gouvernement du ministre de l'Intérieur.

On n'est pas encore sorti de l'auberge concernant la controverse suscitée par la récente nomination des commissaires spéciaux dont la plupart ont déjà gagné leur poste d'attache à l'intérieur du pays. A la chambre basse du Parlement, ces nominations ne passent pas, surtout dans les milieux de l'opposition parlementaire où elles sont qualifiées d'illégales. Après plusieurs requêtes auxquelles le gouvernement est resté indifférent, un groupe de députés a finalement pris l'initiative d'élaborer une pétition. La personnalité visée n'est autre que l'inspirateur des ordonnances présidentielles ayant porté les fameux commissaires spéciaux à la tête de vingt et une nouvelles provinces issues du découpage. Il s'agit du vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et Sécurité, Evariste Boshab, tenu pour responsable de cette situation vu que c'est de lui que seraient venues les propositions de nomination. Pour les pétitionnaires - ils sont près d'une cinquantaine -, cette façon de faire rime avec un coup d'État constitutionnel pour autant que ces nominations ne sont pas conformes aux prescrits de la Constitution. Ils disent vouloir défendre une disposition de la Constitution selon laquelle les commissaires de province doivent être élus par les assemblées provinciales. De ce fait, les requérants exigent le départ du gouvernement d'Evariste Boshab dont l'argumentaire développé pour défendre la légalité des actes de nominations des commissaires spéciaux ne tient pas debout, de leur point de vue. « Le gouvernement n'a fait qu'exécuter une injonction de la Cour constitutionnelle pour rendre gouvernables les 21 provinces sur les 26 que compte notre pays », s'est défendu le ministre de l'Intérieur lors d'une question orale qui lui a été posée à ce sujet.

Au-delà du fait que tous les nouveaux promus viennent du parti présidentiel et de ses alliés, les pétitionnaires stigmatisent aussi le fait de les avoir hissés au rang des ministres alors que l'article 90 de la loi fondamentale,



Évariste Boshab

qui décrit les fonctions des membres de l'exécutif à prendre part à la conférence des gouverneurs, ne les reconnaît nulle part. La conférence des gouverneurs, rappelle-t-on, est composée du président de la République, du Premier ministre, du ministre de l'Intérieur et les commissaires spéciaux peuvent y être invités exceptionnellement. Il s'avère que cette disposition a été passée outre par les décideurs qui, d'après les pétitionnaires, utiliseraient abusivement l'arrêt de la Cour constitutionnelle. Ce dernier, faut-il le rappeler, enjoint le gouvernement, après ajournement de la nomination des gouverneurs, à prendre des « mesures exceptionnelles » pour continuer à assurer une bonne administration des provinces.

« Le fait d'utiliser abusivement l'arrêt de la Cour constitutionnelle est immoral et politiquement incorrect », avait martelé il y a peu le député Clément Kanku. Pour lui, les actes qu'auront à poser ces commissaires spéciaux nommés illégalement « pourront être contestés à tout moment par n'importe qui ». C'est, en principe, le 7 décembre que cette pétition était censée être déposée au bureau du président de l'Assemblée nationale, les conditions de forme ayant été remplies.

Alain Diasso

AVIATION CIVILE

Les passagers de CAA bloqués à Kananga

Selon des sources concordantes, l'Autorité de l'aviation civile a interdit le vol de la Compagnie africaine d'Aviation (CAA) de Kananga, la capitale du Kasai central, vers Kinshasa à la suite d'un contrôle technique non effectué sur cet aéronef. Informé nuitamment de la décision, l'Agence CAA Kananga située au croisement Boulevard et Sapin a fait part aux voyageurs de l'impossibilité d'organiser le vol prévu vers Kinshasa le 7 décembre dans la matinée. Des informations en notre possession confirment des scènes de colère des voyageurs, d'autant plus que le cheking en question devrait être effectué seulement en mars 2016. Parmi les personnes bloquées, il y a une équipe de journalistes de Kinshasa en séjour dans la province kasaïenne pour couvrir une campagne de vaccination.

L'Agence CAA Kananga a commencé à se vider progressivement en début d'après-midi faute d'une solution à cette mesure d'interdiction qui ne manquera pas de peser sur la crédibilité de la compagnie aérienne dans un contexte de recrudescence de la concurrence avec l'arrivée de Congo Airways, la compagnie aérienne publique. « Il y a un mécontentement général de la population de Kananga. Certains des passagers se rendent à Kinshasa. Mais l'avion assure également d'autres liaisons, notamment celle en direction de Gemena en Équateur. Là aussi, les passagers sont bloqués. Il y a également ceux qui attendent à Kinshasa pour venir à Kananga. On apprend aussi qu'à Tshikapa, un avion de Kin Avia qui rentrait à Kinshasa a été requisitionné. On ne sait pas si la mesure concerne un certain nombre de compagnies aériennes mais beaucoup d'entre nous s'interrogent sur les liens possibles entre ces mesures et l'arrivée d'une nouvelle compagnie aérienne nationale », nous explique un des passagers contactés depuis Kananga.

Après 22 ans de présence dans le ciel congolais, CAA a accumulé une riche

expérience dans son secteur. Ces dernières années, elle est restée la seule compagnie aérienne à organiser des vols domestiques sur toute l'étendue du territoire national. Pour certains analystes, s'il s'avère que la compagnie est bien en règle avec le contrôle technique, cette mesure ressemblerait davantage à une tentative de mieux positionner la nouvelle compagnie dans l'espace aérien congolais. « Ce qui serait une concurrence déloyale », ont-ils poursuivi. Pour l'heure, le plaidoyer reste la seule démarche pour vider le contentieux en cours entre la compagnie aérienne et l'Autorité de l'aviation civile. « L'opérateur pourrait chercher à faire intervenir l'autorité gouvernementale pour lui permettre d'organiser un vol d'ici à mercredi prochain », ont-ils fait remarquer.

Mais il y a une alternative pour les voyageurs. « Ils pourraient faire le déplacement vers Mbuji-Mayi, de l'autre côté de la frontière kasaïenne, pour monter à bord d'un avion CAA qui décollera demain de la capitale diamantifère vers Kinshasa. Mais la route n'est pas du tout pratique. En plus, il faut de l'argent pour faire ce voyage qui prend en compte également les changements nécessaires à effectuer sur les documents. Le voyageur ne quitte plus Kananga pour Kinshasa mais Mbuji-Mayi pour Kinshasa ».

Cette crise met au jour un véritable malaise qui prend racine dans le secteur aérien. Et les passagers de CAA Kananga se sentent comme pris en otage faute de connaître leur chance de pouvoir rentrer à Kinshasa dans l'immédiat. « On nous dit qu'il se peut que nous partions le mercredi mais nous n'avons eu aucune confirmation de la compagnie CAA. Nous espérons quand même que la mesure va être levée rapidement, ou qu'une solution soit trouvée car beaucoup parmi nous sommes en mission à Kananga. Pour ma part, il est exclu que je me rende par route à Mbuji-Mayi. Je suis découragé mais je prie que cette situation soit vite décaillée », s'est plaint un passager. Affaire à suivre.

Laurent Essolomwa

PLUIES DILUVIENNES

Kinshasa sous les eaux !

De nombreuses familles kinoises passent la nuit à la belle étoile à la suite des pluies qui s'abattent sur la capitale depuis cinq jours.

Les fortes pluies de ces derniers jours n'arrêtent de faire des victimes à Kinshasa où le nombre des sinistrés ne cesse d'augmenter. Plusieurs quartiers de la ville sont actuellement submergés par les eaux de pluie entraînant de graves inondations avec toute sa cohorte de désolation. Alors que les prévisions météorologiques annoncent de nouvelles pluies encore plus intenses, de nombreux Kinsois ne savent plus à quel saint se vouer. Au quartier des Marais dans la commune de Matete, la rivière Ndjili a carrément débordé de son lit au grand désarroi des personnes habitant dans ces périmètres. Plusieurs familles ont été obligées d'abandonner leurs maisons livrées à la merci des eaux de pluie, emportant avec elles quelques effets de première nécessité. Le centre de traitement d'eau de la Régideso installé sous le pont à la lisière de la rivière Ndjili a été endommagé en partie. Plus que jamais, l'aménagement du caniveau principal pour canaliser les eaux de pluies vers la rivière Ndjili est requis

pour atténuer l'effet du désastre dans ce quartier.

Les averses d'une rare intensité de ces derniers temps ont fait des dégâts un peu partout dans la ville et plus particulièrement dans les quartiers non urbanisés où les structures de canalisation sont défectueuses. Au quartier Mososo dans la commune de Limete, les eaux de pluie ont atteint des niveaux impressionnants jusqu'à engloutir de nombreuses maisons. La montée des eaux de la petite rivière de Limete a aussi contribué à exacerber la désolation parmi les habitants. Ces derniers ont depuis lors, les pieds dans l'eau et, pour se déplacer, recourent au service des porteurs occasionnels moyennant quelques billets de banque. Sur les visages des parents et des enfants, la tristesse se lit à mille lieux. A Masina Petro Congo, Kingasani et ailleurs dans la périphérie est de Kinshasa, des quartiers entiers sont transformés en des rivières avec tout le risque de favoriser des maladies d'origine hydrique telles que la typhoïde.

A l'opposé, dans la périphérie ouest, des éboulements des terres entraînant des fortes érosions



Le quartier Maziba, dans la commune de Matete, après la pluie

sont à signaler à l'image de la commune de Mont Ngafula. A plusieurs endroits, les courants d'eau ont entraîné l'affaissement du sol à l'image du quartier Biana où le déficit de canalisation serait à la base des dégâts constatés. Des murs de clôture de certaines maisons se sont écroulés. Dans la commune de Selembao où des habitations ont été érigées sur les hauteurs sans respect des normes urbanistiques, plusieurs familles sont aujourd'hui sans abri, leurs maisons ayant été emportées. Au quartier Matadi Kibala, les têtes d'érosion qu'on

croyait avoir maîtrisé ont refait surface à la faveur des dernières pluies ravageant tout sur leur passage. Sans bassins de rétention ni de canalisation, les eaux de pluie vont dans tous les sens ne manquant pas au passage de faire quelques malheurs. Certains poteaux que la Snél avait installés dans la perspective d'électrifier ce quartier ont cédé sous la forte pression des eaux.

Comme si cela ne suffisait pas, quelques routes stratégiques de la ville sont menacées de segmentation à l'image de la route By pass devenue impraticable à la

hauteur du triangle Campus. L'ensablement de la route de Matadi au niveau de l'arrêt Zabwel vers Benseke fait peiner les automobilistes. Ce tableau apocalyptique démontre le piteux état de la voirie urbaine. Le plus écoeurant dans tout ceci est que l'autorité urbaine paraît indifférente face à cette situation. Aucun message de réconfort aux familles sinistrées ni une descente sur le terrain n'a ponctué l'agenda du gouverneur de la ville de Kinshasa apparemment préoccupé à autre chose.

Alain Diasso

PÉRIODES PRÉÉLECTORALES

L'ASBL Vivre autrement déconseille la politique sélective

Après un constat sur les comportements des politiques congolais, qui crée une paralysie de la vie sociale, cette organisation a formulé quelques recommandations en vue de promouvoir la paix et conduire à l'émergence en faveur de toute la nation.

Dans un message signé le 5 décembre par son coordinateur national, Prince Fabrice Tshabola, et adressé aux Congolais, l'ASBL Vivre autrement, qui se définit comme un mouvement d'éveil de conscience pour le mieux être de tous, a fait remarquer que l'absence de la paix et la prévision de la violence de peuple dans un contexte des tensions politiques est un frein à l'émergence et à la construction d'un État qui aspire à servir de pivot du développement du continent africain. Cette association a également relevé que la situation préélectorale en RDC se caractérise aussi, depuis des décennies, par une paralysie de la vie sociale découlant des déclarations, des messages, des intimidations, des appels à la mobilisation, etc., qui ralentissent les activités des populations.

Déplorant que les questions qui intéressent les politiques et certains acteurs sociaux soient sélectives, parce que ces derniers ne se concentrent plus que sur le pouvoir politique et ses différents moyens d'accès, laissant de côté d'autres questions cruciales et vitales telles que l'économie, base de survie, cette ONG a aussi noté que certains leaders congolais jouent le jeu des autres au lieu de faire le jeu de la RDC, celui qui profite à son peuple et

inscrit dans la quête des fondamentaux vitaux. S'appuyant sur les expériences des périodes préélectorales de 2006 et 2011, cette ONG se dit consciente des répercussions néfastes de faits décriés dans la survie de la nation.

Conseils pour la promotion de la paix et de l'émergence

Face à ces constats, l'ASBL Vivre autrement a exhorté les Congolais à « jouer le jeu en faveur des intérêts du peuple congolais, éviter des satisfécits et se tenir d'amener à la place publique des conflits d'intérêts individuels ». Cette association a également lancé un appel à l'acceptation à « se parler dans un cadre pouvant promouvoir la paix et la cohésion du peuple » et de « considérer l'homme qui crée un système, qui devient certes plus fort que lui, peut le défaire au cas où il se rend compte que ce monstre ne répond plus à ses aspirations ».

Vivre autrement a aussi recommandé « à avoir à l'esprit que l'art de gérer révèle certaines réalités que seuls ceux qui y sont en prennent tout de suite conscience dans un système où l'accès à l'information publique reste considéré comme une donnée stratégique de la défense nationale ». Alors que cette organisation a également appelé à « prendre conscience du fait que l'avenir du Congo dépend de ce que fera chacun pour le pays et non de ce que le pays fera pour chacun » et à « savoir que la considération populaire portée sur la jeunesse est une image portée sur l'avenir de tout un pays et aussi vis-à-vis des tiers ».

Lucien Dianzenza

DIVISION 1

DCMP soumet Dragons/Bilima, Sanga Balende bat Ocean Pacifique

La manche retour de la phase classique de la 21e édition du championnat national de football a démarré sur les trois zones de développement. On a noté à l'ouest, la victoire de DCMP sur Dragons/Bilima, celle de Sanga Balende sur Océan Pacifique dans la zone de développement centre sud, et la victoire surprise de l'AC Nkoy de Maniema sur Muungano, leader du centre de développement est.

La manche retour de la phase classique a démarré le 5 décembre dans la zone de développement ouest. Deux rencontres ont à cet effet été organisées au stade Tata-Raphaël de Kinshasa. La grande affiche de cette 11e journée de la Division 1 à Kinshasa a tourné à l'avantage du Daring Club Motema Pembe (DCMP) aux dépens de l'AS Dragons/Bilima, l'un des trois mythiques clubs de Kinshasa, qui a retrouvé l'élite du football national cette saison après avoir végété pendant plusieurs années dans les méandres du football de Kinshasa, d'abord à l'Entente provinciale de football de Kinshasa (Epfcin) et aussi une ou deux saisons en division inférieure. L'attaquant français Kevin Parsemain (35e minute sur balle arrêtée) et Gikanji Docksa (65e minute sur un assist de Tulengi) ont été les buteurs des Immaculés, alors que Kalonji Nira a réduit l'écart à la 74e minute pour les Monstres de Kinshasa à la suite d'un mouvement collectif entre Bukasa Lutete et Matondo, deux joueurs montés sur l'aire de jeu par le coach José Mundele en deuxième période. Signalons qu'à la 79e minute, Landu Nzau a loupé un penalty qui allait permettre à Dragons/Bilima d'égaliser; son ballon s'est écrasé sur le poteau gauche du gardien de but Matampi du DCMP.

En première rencontre, le SC Rojolu du tuteur Roger Lukaku (ancien international congo-

lais et père de l'attaquant international belge de souche RD-congolaise, Romelu Lukaku) a surpris le FC MK de l'homme d'affaires Max Mokey Nzangi par un but à zéro. Lumanisa Mpimpa inscrivait l'unique but de la partie à la 62e minute. Dans un autre match de cette zone de développement ouest, l'AS Vutuka et Shark XI FC ont fait match nul de zéro but partout le dimanche au stade du 30 juin de la ville de Kikwit.

Dans la zone de développement centre sud, le FC Lubumbashi Sport a disposé, le 6 décembre au stade Frédéric-Kibassa-Maliba de Lubumbashi, de la Jeunesse sportive Groupe Bazano par trois buts à deux. Et au stade Tshikisha de Mbuji-Mayi, Sanga Balende a battu FC Océan Pacifique par but à zéro. Et la deuxième affiche dans cette zone de développement entre le FC Saint-Éloi Lupopo de Lubumbashi et AS Bantous de la ville diamantifère de l'ex-Kasaï orientale ne s'est pas jouée. Le club de Mbuji-Mayi n'avait pas fait le déplacement de Lubumbashi en vue de livrer son match de la 9e journée contre Mazembe et avait donc écopé de double forfait, perdant le match contre Mazembe et celui de la 10e journée contre Lupopo. Et le match entre Tshinkunku et CS Don Bosco au stade des Jeunes de Kananga ne s'est pas disputé non plus, parce que les Salésiens n'ont pas pu quitter Lubumbashi pour Kananga par manque de vol programmé.

Dans la zone de développement est, le CS Eldorado de Bunia, a été tenu en échec, le 6 décembre au stade Amani du chef-lieu de la nouvelle province de l'Ituri, par l'AS Nika de Kisangani par un but partout. Et au stade Lumumba de Kindu dans la province du Maniema, l'AC Nkoy a surpris le leader de cette zone, l'OC Muungano, par deux buts à un, grâce à un doublé d'un certain Mousha.

Martin Engimo

INTERVIEW

Sitor Senghor : « Le marché de l'art africain se développera avec des collectionneurs africains »

Ancien banquier d'affaires et passionné d'art, Sitor Senghor se consacre à la promotion et à la valorisation de l'art contemporain africain. Il s'agit notamment pour lui de poursuivre l'œuvre déjà amorcée par son grand-oncle Léopold Sédar Senghor.

Les Dépêches de Brazzaville : En quoi consiste votre travail ? Sitor Senghor : Je travaille dans l'art contemporain avec une spécialité dans l'art contemporain africain. C'est une activité relativement récente pour moi puisque je n'exerce que depuis deux ans. J'ai toujours voulu travailler dans ce domaine afin de promouvoir les artistes, mettre en valeur des œuvres et des coups de cœur. Me spécialiser dans l'art africain est un moyen de continuer le travail de mon grand-oncle, le président-poète Léopold Sédar Senghor, en faveur des artistes sénégalais et africains. A un moment où l'art contemporain africain devient l'objet de spéculation internationale sur le marché de l'art, il est important d'avoir des agents, des galeristes, des personnes proches des artistes qui les aident à affirmer leur valeur sur le marché et qui les protègent de cette spéculation qu'ont déjà connue les autres marchés de l'art et qui commence également à toucher le marché de l'art africain. Concrètement, j'aide les artistes à exposer leur art, je participe à des foires qui leur sont dédiées comme 1:54 Contemporary African Art Fair qui se déroule à Londres, pivot du marché de l'art contemporain africain. Pivot parce que cette ville héberge une riche diaspora nigérienne et ghanéenne qui achète son art et valorise ses artistes. Par capillarité, tous les autres artistes africains en ont bénéficié. Pour moi, le marché de l'art contemporain africain ne se développera mondialement que s'il remporte des succès à Londres.

LDB : Vous dites que vous vous engagez dans la promotion de l'art africain avec la certitude que le marché saura réagir avec ferveur à l'arrivée d'une grande variété de talents contemporains à découvrir. Quel est le sens de cette phrase ?

SS : Il existe dans l'art africain des qualités artistiques qui sont indubitables. On n'est pas forcément dans l'art conceptuel tel qu'on le voit aujourd'hui chez des artistes européens ou américains. Il existe dans l'art africain quelque chose de beaucoup plus « artistique ». On est dans

une démarche où l'émotion et la beauté visuelle sont importantes. Il y a certes des artistes qui utilisent l'art comme un moyen de revendication. Mais même dans leur démarche, il n'y a pas qu'une démarche contestataire. Il y a, avant tout, une dimension esthétique trop souvent perdue dans l'art contemporain occidental qui ne se veut souvent plus que conceptuel ou dénonciateur. L'art africain a quelque chose de plus naturel, rempli d'émotions. C'est pourquoi j'estime que le marché sera beaucoup plus réactif à cette forme d'expression. Ce marché ne continuera à se développer que si un public de collectionneurs africains le soutient. On a constaté le même phénomène sur les marchés chinois et moyen-orientaux. Cela a déjà commencé avec des collectionneurs présents à Londres, mais ça se poursuit aujourd'hui avec d'autres initiatives en Afrique comme au Bénin avec la famille Zinsou et en Angola avec Sindika Dokolo. Ce sont toutes ces initiatives qui feront que l'art contemporain africain, qui pour moi est un art majeur, pourra pleinement se développer.

LDB : De quelle manière les artistes africains doivent-ils se comporter sur ce marché de l'art qui, selon vous, devient spéculatif ?

SS : Il faut vraiment guider les artistes sur ce marché. Beaucoup de galeries, par pur opportunisme, se jettent littéralement sur les artistes africains, sans nécessairement la connaissance de ce marché, juste pour avoir dans leur portefeuille un artiste et le sortir au bon moment. Il est donc important d'aider les artistes et les mettre en garde. Néanmoins, c'est aussi bien que ce soit les galeries occidentales qui les défendent car ce sont elles qui font le marché pour le moment. Cependant, les artistes doivent faire attention à comment est vendu leur travail, comment leur cote est établie. Il faut du temps pour établir cette cote. Donc, ce n'est pas en faisant des coups avec de grandes ventes aux enchères que tout d'un coup le public aura un engouement inconsidéré pour une œuvre. La cote d'un artiste se bâtit progressivement à force de patience et d'une grande discipline. Il ne faudrait pas que les artistes vendent leurs œuvres d'un côté à des « copains » et de l'autre côté à des galeries puisque vous aurez deux types de prix sur le marché. Lorsque les amis ou connaissances qui passent directement par l'atelier auront besoin d'argent, les œuvres se retrouveront sur le



Sitor Senghor

marché à un bon prix, supérieur à leur prix d'ami mais inférieur au prix galerie. D'où une distorsion du marché. On achètera de l'art africain que lorsque l'on sera sûr qu'un artiste a une cote. Il faut donc une véritable discipline sur le marché avec des prix clairs. Il faut comprendre le marché de l'art et respecter les règles de base qui ne sont finalement pas très compliquées. Cela permettra aux artistes africains d'asseoir leur notoriété.

LDB : Comment l'artiste africain peut-il vivre de son art ?

SS : Qu'un artiste vive de son art est quelque chose de compliqué et pas seulement en Afrique. En France, par exemple, les artistes vivent rarement de leur art. Ils vivent parce qu'ils ont un métier à côté ou encore grâce aux subventions de l'État. Il y a très peu d'artistes qui peuvent réellement vivre de leur art. Ils peuvent le faire une fois qu'ils ont vraiment décollé, sinon ils doivent bénéficier de soutiens de mécènes. Et aujourd'hui, en Afrique, ce sont ces mécènes qui pourront vraiment aider les artistes plus que des gouvernements qui gèrent le quotidien en opérant trop souvent des coupes dans leurs budgets culturels.

LDB : Mais d'où viendront ces mécènes, en dehors des quelques-uns que vous avez cités ?

SS : Il n'en existe pas beaucoup encore. Mais il y a des collec-

tionneurs privés qui achètent même si ce n'est pas encore suffisant pour les artistes. Mais ça se fera grâce à des initiatives comme la foire 1:54 à Londres qui aideront à élargir la base d'acheteurs.

LDB : Mais il n'existe pas encore ce genre d'initiative en Afrique ?

SS : En Afrique, c'est encore tôt. Il existe d'autres problèmes plus urgents sur le continent et plus essentiels pour développer les pays, même si c'est important de soutenir l'art. Le développement du marché de l'art africain commencera en Europe et reviendra en Afrique ensuite. Même les collectionneurs américains, par exemple, ont les yeux tournés vers Londres et ne s'intéresseront vraiment à l'art africain que lorsqu'il aura réussi à Londres. Il existe une base très importante d'acheteurs aux USA qui restent le premier marché mondial. A partir de ce succès, il faudra qu'en Afrique on puisse développer des initiatives pour aider les artistes sur place en créant à nouveau des musées, des fondations. Ce sont des structures qui avaient déjà été créées dans les années 60 avec le mouvement de décolonisation, mais qui sont tombés dans l'oubli progressivement. Il faudra recréer ces espaces et l'initiative des Zinsou via leur fondation est un exemple à suivre.

LDB : Vous avez dit qu'il est dif-

ficile pour un artiste de vivre de son art. Qu'en est-il alors pour un collectionneur ou un galeriste ?

SS : Le métier de galeriste est difficile. On se demande toujours comment être galeriste et millionnaire et on répond qu'il faut commencer par être milliardaire. C'est souvent vrai ! Sans vouloir être dur, il faut quand même avouer que le métier de galeriste ressemble aujourd'hui à celui d'un marchand ordinaire qui vend ce qui marche et pas forcément ce qu'il aime. En même temps, le marché de l'art n'a jamais brassé autant de sommes d'argent, grâce notamment à la création d'innombrables musées, à tous ces nouveaux millionnaires et milliardaires achetant de l'art comme reconnaissance sociale, aux grandes maisons de vente aux enchères qui brassent et recyclent énormément d'argent. Ce sera un parcours que l'art africain devra également emprunter.

LDB : qui sont les artistes africains les mieux cotés sur le plan international, ceux qui travaillent en Afrique ou ceux qui ont choisi de s'expatrier en Occident ?

SS : il faudrait d'abord mieux définir l'artiste africain. Est-ce celui qui travaille en Afrique ou encore celui qui fait la navette entre l'Afrique et l'Occident ? C'est vrai que les artistes qui ont percé étaient surtout ceux qui étaient présents en Europe et qui se sont très vite fait connaître par des galeries européennes. Toutefois avec les nouvelles technologies, la question du lieu de travail n'a plus de sens et les artistes multiplient leurs lieux de résidence.

LDB : Comment appréciez-vous l'exposition Beauté Congo actuellement en cours à la fondation Cartier ?

SS : L'exposition est particulièrement intéressante parce qu'elle replace l'art congolais dans l'histoire, ce qui est essentiel pour moi. C'est intéressant de découvrir que dans les années 30-40 existaient des artistes absolument exceptionnels avec une vision naturelle et réelle des choses et parallèle aux mouvements européens, les mêmes élans, le même travail des formes, des couleurs et des médias utilisés... Des œuvres universelles qui montrent qu'aujourd'hui, définir l'art à travers une région n'a plus de sens. Une grande reconnaissance au travail d'André Magnin.

Patrick Ndongidi

PÉNURIE DE CARBURANT

Les explications du directeur interdépartemental des hydrocarbures de Pointe-Noire/Kouilou

Cela fait plus d'une semaine que la ville océane est paralysée par le manque d'essence. Et Le week-end dernier, le directeur interdépartemental des hydrocarbures de ces deux départements, Léandre Jean Blaise Kibassa-Poaty, a donné les raisons de cette carence.

La situation devient embarrassante car elle ne paralyse pas seulement la capitale économique, qui est la ville d'approvisionnement, mais aussi les autres villes du pays. Pénalisée dans ses activités quotidiennes, la population a exigé des explications sur les causes de cette pénurie.

Une réaction tardive des autorités du secteur des hydrocarbures s'est fait entendre le week-end dernier. En effet, le directeur interdépartemental des hydrocarbures s'est exprimé sur cette question d'intérêt général tout en rassurant la normalisation de la situation dans un bref délai.

À l'entendre, cette situation serait occasionnée par une panne survenue au niveau de la Congolaise de raffinage (Coraf). « Les travaux sont en cours de réalisation jusqu'en ce mois de décembre, période probable de fin des travaux et de démarrage des activités de raffinage. A la suite de cela, les approvisionnements programmés ont été effectués,



< Sans données à partir du lien >

malheureusement les caprices du marché et de la logistique n'ont pas permis d'approvisionner le pays dans les délais prévus », a-t-il dit.

Pour rassurer la population, Léandre Jean Blaise Kibassa-Poaty a rappelé qu'un bateau de cinq mille tonnes d'essence était attendu le 5 décembre et un autre de cinq mille tonnes de Jet et six mille tonnes de gasoil était attendu le 6 décembre. En plus de cela, un bateau de cinq mille tonnes d'essence et de quatre mille tonnes de gasoil est attendu pour le 10 décembre.

Déjà, a-t-il poursuivi, un bateau de Jet A1 venait d'être dépoté pour une capacité de deux mille mètres cubes. D'autres importations, tous produits confondus, sont également attendus dans les

prochains jours, ce qui va permettre de revenir à la situation normale avant le redémarrage de la raffinerie. « Nous rassurons la population que le produit sera mis à la consommation dès réception de celui-ci dans la nuit de samedi à dimanche, et toutes les stations travailleront toute la nuit non stop. Nous nous excusons de ce désagrément et demandons à la population de prendre leur mal en patience car d'ici peu la situation sera normalisée », a-t-il conclu. Rappelons que, bien que Léandre Jean Blaise Kibassa-Poaty ait rassuré la population, rien n'a changé. Car jusqu'aujourd'hui, les automobilistes continuent à faire la queue dans les stations-service à sec pour attendre le carburant.

Hugues Prosper Mabonzo

DONATION

Le Rotary club doyen de Pointe-Noire offre des jouets aux enfants à l'hôpital général Adolphe-Sicé

Afin d'apporter la joie aux enfants malades hospitalisés dans cet établissement, le Rotary club doyen de la capitale économique leur a offert, le 5 décembre, des jouets, des gâteaux et des jus. Cette action caritative lance d'autres actions similaires que le Rotary club compte organiser d'ici à Noël.

se sont mobilisés pour donner des gâteaux, des jouets et des jus aux enfants malades, histoire de leur apporter la joie, en plus des petites structures gonflables à l'intérieur desquelles les enfants ont joué toute la journée en toute allégresse. Cela fait plaisir de voir un enfant malade courir, sourire après avoir reçu un

actions vers ces hôpitaux qui ont moins de ressources. C'est pourquoi nous voulons renouveler ce genre d'actions et les dupliquer dans les autres hôpitaux ayant le même statut», a-t-il renchérit.

Appréciant ce geste humanitaire de Rotary club doyen, Sidonie Kinzonzi, directrice générale de l'hôpital Adolphe Sicé, a dit :

« Pour ces enfants malades qui ont perdu le sourire, c'est l'occasion de renouer avec la joie de vivre parce qu'on leur a apporté des jouets. Pour une journée, ces enfants vont se sentir comme tous les autres enfants non malades parce qu'être à l'hôpital, c'est une coupure, les enfants le vivent très mal, même si les parents sont à côté. Les gestes comme ça aident à guérir ».

Puis, elle a souhaité que d'autres structures associatives ou caritatives en fassent autant puisque l'État tout seul ne peut pas tout faire. Le Rotary Club doyen de Pointe-Noire organisera d'autres actions notamment avec les structures telles que les orphelinats ou les centres d'accueil pour enfants vulnérables.

Hervé Brice Mampouya

jouet ou une friandise », a dit Jean-Éric Benoit, président 2015-2016 du Rotary club doyen de Pointe-Noire qui a également justifié le choix de l'hôpital général Adolphe-Sicé, une structure sanitaire publique. « On veut faire nos



Les membres du Rotary club doyen et les enfants./Crédit photo Adiac

Apporter la joie aux enfants malades est la symbolique de ce geste d'amour et de cœur que le Rotary club doyen de la ville océane a fait à l'endroit des enfants malades à l'hôpital général Adolphe-Sicé. « Les rotariens et rotariennes

Marco Calenda de nouveau en Afrique

Le vice-ministre italien du développement économique revient en Afrique pour renforcer la coopération italienne.

Cette fois c'est en Ethiopie, au Ghana et au Kenya que l'infatigable vice-ministre italien du développement économique sera accueilli à partir de cette semaine. A la tête d'une importante délégation de son pays comprenant des entrepreneurs de tous les secteurs et des décideurs, M. Calenda va prendre part, le 15 décembre prochain, aux négociations de l'Organisation mondiale du Commerce, OMC, qui s'ouvriront à Nairobi, au Kenya. Auparavant, il sera l'hôte des autorités ghanéennes, puis celles de l'Ethiopie.

Rappelons qu'il y a un an, M. Calenda avait conduit une première délégation d'industriels italiens au Congo-Brazzaville ; il y était revenu à la faveur de l'inauguration des XI^e Jeux Africains en septembre dernier. Auparavant, le premier ministre italien Renzi avait visité le Mozambique, le Congo et l'Angola, trois pays devenus stratégiques pour la sécurité énergétique italienne. « En Afrique, Matteo Renzi a accompli un effort de présence sans précédent », a expliqué M. Calenda confirmant la grande offensive de Rome sur le continent en matière notamment de commerce

extérieur.

L'objectif, a-t-il expliqué, est de porter sur le continent « des filières entières. Pour cela, nous avons ouvert un dialogue avec le Mozambique avec lequel nous sommes en train de bien travailler. Nous avons réalisé un travail préparatoire sur le pétrole et le gaz, et nous avons ouvert à Maputo un centre de services pour les entreprises italiennes qui veulent y investir et produire ». Il a souligné la participation massive des entreprises italiennes aussi à la Foire de Maputo.

Il a également parlé de la coopération avec la République du Congo et l'Angola, deux pays avec lesquels « l'Italie entretient une coopération désormais très consolidée », alors que l'entrée sur le marché ghanéen et éthiopien veut surtout prendre en compte les avancées infrastructurelles et la forte croissance économique de ces deux pays. L'Italie entend miser sur l'Afrique de l'excellence économique. Il a souligné combien était significatif le fait que la réunion de l'OMC se tient pour la première fois en Afrique, symbole du regain d'intérêt pour tout un continent. L'Organisation mondiale du Commerce, dont le siège à Genève compte 161 Etats adhérents. Au cours de la réunion de Nairobi, le Libéria et l'Afghanistan annonceront leur adhésion.

Lucien Mpama

Le pape lance le Jubilé de la Miséricorde

L'Eglise catholique entre dans une année de célébration jubilaire pour implorer la grâce de Dieu.

C'est ce mardi 8 décembre que l'Eglise catholique est entrée dans son année jubilaire pour la miséricorde. Cette manifestation a été voulue par le pape pour demander le pardon de Dieu dans tous les actes qui ont blessés son amour gratuit : guerres, violences et injustices sans parler de tous les comportements conduisant à défigurer la terre, maison commune. Dimanche dernier, le Souverain pontife, souhaitant un accord à la Cop21 de Paris sur les changements climatiques, a expliqué que la préservation de l'environnement et la miséricorde ne sont pas des thèmes opposés en ce qu'ils visent l'une et l'autre à restaurer la dignité de l'homme.

La date de lancement de ce jubilé n'a pas été choisie par hasard : le 8 décembre est, en effet, chez les catholiques le jour où ils célèbrent la fête de l'Immaculée conception de la Vierge Marie, mère de l'Eglise et de tous les hommes. Toujours pour renforcer la charge symbolique de ce jubilé, c'est à Bangui, en Centrafrique, que le pape a lancé la toute première manifestation de cette année jubilaire en ouvrant la « porte sainte » de la cathédrale Notre-Dame de la capitale centrafricaine. A cette occasion, il a lancé : « Bangui est devenue la capitale de la spiritualité du monde », pour appeler sur les Centrafricains, affligés par la pauvreté et les conflits, le regard compatissant de Dieu.

D'ailleurs, pour saisir cette occasion exceptionnelle où les caméras des télévisions du monde étaient tournées vers un pays oublié de beaucoup, la présidente de la transition de Cen-

trafique, Mme Catherine Samba Panza, avait posé le premier geste de demande de miséricorde en cette année qui lui est dédiée. Devant le pape et « au nom de sa foi », elle avait demandé pardon à Dieu pour « le mal que les Centrafricains se sont faits les uns aux autres ». Geste spectaculaire ayant fortement ému au Vatican.

C'est donc dans son style particulier que le pape François engage l'Eglise catholique dans ce jubilé. Mardi soir, il a éclairé le traditionnel arbre de Noël géant de la Place Saint-Pierre le dédiant aux migrants. Le pape a également voulu lancer ce jubilé dans l'année marquant les 50 ans du Concile Vatican qui chamboula, à partir de 1965, l'Eglise catholique. Autre signe fort : 2015 marque aussi le cinquantenaire de l'abandon des ex-communications que catholiques et orthodoxes avaient prononcé les uns contre les autres... à partir de l'année 1054 ! Une spectaculaire accolade entre le patriarche orthodoxe Athénagoras et le pape Paul VI, le 7 décembre 1965, avait scellé cette réconciliation entre deux branches de la chrétienté, autre conséquence directe du Concile.

« Le monde a besoin de découvrir que Dieu est père, que la cruauté ne mène nulle part, que la condamnation ne mène nulle part. L'Eglise succombe parfois à la tentation de suivre une ligne dure », mais elle fait en cela fausse route. Il faut revenir vers Dieu le Père capable de dispenser son amour à tous les hommes, ne cesse de répéter le Souverain pontife. Ce mardi 8 décembre et jusqu'au 20 novembre 2016, ces propos vont être répétés et ces gestes reproduits ; les catholiques qui vont poser des actes de miséricorde assurés de recevoir les indulgences plénières.

L.Mp.

DIABLES ROUGES

La succession de Claude Le Roy est ouverte

La Fédération congolaise de football (Fécofoot) en partenariat avec le ministère des Sports et de l'éducation physique a lancé, le 6 décembre, un appel à candidatures en vue du recrutement d'un entraîneur de haut niveau de nationalité congolaise ou étrangère. Celui-ci va succéder à Claude Le Roy dont le contrat est arrivé à terme, le 5 décembre.

Le successeur de Claude Le Roy s'occupera de l'équipe pro et locale. Sous le contrôle de la Fécofoot, il aura pour principales missions de qualifier les Diables rouges seniors à des phases finales de la Coupe d'Afrique des nations Gabon 2017, la Coupe du monde Russie 2018 et le championnat d'Afrique des nations de

2018. On lui confiera également le suivi du championnat local en vue de la détection, de la sélection des meilleurs joueurs et de l'entraînement. La définition, l'élaboration et animation du programme de la sélection en assurant le regroupement, l'encadrement et la participation de l'équipe aux échéances validées par la

Fécofoot rentrent également dans ses missions.

Les conditions à remplir

Les candidats à ce poste doivent être titulaires d'un diplôme d'entraîneur de haut niveau et avoir une bonne expérience internationale. Une bonne connaissance du football africain et international est recommandée. Les postulants doivent être disposés à résider au Congo et notamment à Brazzaville pendant la durée du contrat. Une grande capacité d'adaptation et une aptitude au travail en équipe leur sont aussi

exigées sans oublier le travail en étroite collaboration avec le directeur technique national. Les postulants doivent faire preuve des capacités de management et de leadership et ne pas avoir de responsabilités dans un autre organisme, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Congo et maîtriser la langue française.

Les pièces à fournir

Les candidatures sont adressées au président de la Fécofoot. Un curriculum vitae, les copies des diplômes certifiées conformes, une lettre de motivation, un projet sportif du candidat,

un certificat médical et les prétentions financières sont les pièces recommandées dans le dossier. « Ces candidatures doivent être déposées au secrétariat général de la Fécofoot ou envoyées à l'adresse électronique fécofoot@yahoo.fr au plus tard le 20 décembre 2015 », souligne le courrier. Et d'ajouter : « une commission technique sera chargée de l'analyse des dossiers afin de déterminer la short-list des trois meilleures candidatures, à soumettre à la décision de désignation du titulaire au poste. »

James Golden Eloué

VOLLEYBALL

Vingt Diables rouges présélectionnés pour le tournoi qualificatif aux JO

La Fédération congolaise de volleyball (Fécovo) a présélectionné vingt Diables rouges (messieurs) pour préparer les éliminatoires des Jeux olympiques (JO) de Rio 2016.

Le Congo a été désigné par la Confédération africaine de Volleyball (CAVB) pour abriter, du 7 au 14 janvier, le tournoi qualificatif dénommé: Coupe Denis- Sassou- N'Gusso, la voie vers Rio 2016. « C'est avec un grand plaisir que la Confédération africaine de Volleyball se joint et embrasse la vision d'automatiser les performances des sports africains, une vision guidée par son Excellence, Denis Sassou N'Gusso, le président de la République du Congo », indique la correspondance de l'instance gestionnaire du volleyball africain à la Fécovo. La compétition regroupera seize meilleurs pays d'Afrique dont douze sont issus de la phase zonale, trois médaillés des Jeux africains de Brazzaville 2015 et le Congo pays organisateur. L'Algérie, l'Égypte, Tunisie, la Libye, la RDC, le Gabon, le Nigeria, le Cameroun, le Rwanda, le Cap vert, l'Afrique du sud, le Ghana, l'Îles Maurice, le Sénégal et le Niger ont confirmé leur arrivée à Brazzaville pour le tournoi dont seul le vainqueur du tournoi sera qualifié pour les JO. Le deuxième et troisième joueront un autre tournoi avec la zone Asie-Europe.

« En reconnaissance des initiatives de son Excellence et en rapport de sa vision de connecter et d'unir les meilleurs athlètes d'Afrique au Volleyball et Beach volley, la CAVB confie l'organisation de la phase finale des éliminatoires qualificatifs aux Jeux olympiques de Rio 2016, zone Afrique sous les auspices de son Excellence dénommé Coupe Denis- Sassou- N'Gusso. Pour la CAVB, la Coupe Denis- Sassou- N'Gusso va créer une vague de solidarité entre toutes les fédérations nationales participantes. Elle va symboliser également un pavillon de valeurs et d'unité, en dépit du fait que chaque pays sera en compétition pour s'assurer une place aux olympiades de Rio, mais la Coupe Denis-Sassou-N'Gusso, reflétera toujours le fair-play et l'unité africaine.

Les présélectionnés

Pointus : Abrahys Nkouka (Arabie Saoudite), Ginaud Massamba (Interclub/ Congo), Gildas Joseph Ndzoulou (DGSP/ Congo).

Passeurs : Ben Nakavoua (VB Espoir de Kinshasa/ RDC), Reche Deo Gracias Mizingou (Qatar sport club), Chrisly Kouehouassazo (DGSP/ Congo), Dieuveil Badomina (Interclub/ Congo).

Attaquants réceptionneurs : Davy Kouehouassazo (Qatar), Franck Ndotomat Mbokolo (Interclub), Doven Mbou (Qatar), Grace Naveck Matingou (Qatar), Chirac Deverel Aworouda (DGSP/ Congo).

Attaquant : Pelé Mabiala (Interclub/Congo).

Centraux : Ilouini Gampourou (Brésil), Vincent Mabiala (VB Espoir Kinshasa/ RDC), Dave Belemene Dzabatou (DGSP/ Congo), Marius Ambyero (Interclub/ Congo), Pate Cissé Bongonouara (DGSP/ Congo).

Libéros : Evany Enal (Interclub/ Congo), Joseph Ndzebélé (DGSP/ Congo).

Staff technique : Robert Pascal Ondongo (Directeur technique national), Hugues Samuel Nzaou (Entraîneur principal), Odifax Bikindou Bissombolo (adjoint), Landry Matsimi (médecin).

James Golden Eloué

FÉCOHAND

Henri Joseph Parra suspendu de ses fonctions

Le président de la Fédération congolaise de Handball (Fécohand) a maille à partir avec la plupart de ses collaborateurs. Le 6 décembre au siège d'Interclub, plus de 2/3 des conseillers fédéraux l'ont suspendu de ses fonctions du président de la Fécohand pour mauvaise gestion pendant que d'autres de ses collaborateurs recevaient des blâmes.

du 19 septembre dans laquelle sept des douze membres du conseil exécutif de la Fécohand dénonçaient les déviances du président de la Fécohand et de ses collaborateurs. Ils ont réta-



Henri Joseph Parra, contesté par ses collaborateurs

« Le conseil s'est prononcé sur la gestion unipersonnelle du président Parra et des sanctions à prendre en vue de la remise sur orbite du handball congolais. Conformément à l'article 130 des statuts de la Fécohand, Henri Joseph Parra est suspendu de ses fonctions et ce jusqu'au prochain congrès. Reçoivent des blâmes Tanguy Yoka, 4^e vice-président, Opélé Oboro Obéya, Modestin Mienandi, Senni Evariste Massamba et Baron Ayombo »

C'est une démonstration de force que ces conseillers ont montré à Henri Joseph Parra à une semaine de la tenue du conseil fédéral que ce dernier a convoqué pour le 12 décembre. Aura-t-il des moyens de renver-

ser la situation en sa faveur ? cette question trouvera certainement la réponse le dimanche prochain. Mais ce 6 décembre, plus de 2/3 des conseillers lui ont tourné le dos. Sur les trente-huit conseillers attendus, vingt ont répondu à la convocation, trois excusés contre treize absents dont cinq dans les ligues non fonctionnelles comme celle des Plateaux, Pool, Cuvette Ouest, la Sangha et la Lekoumou.

Ils étaient rassemblés pour analyser la situation actuelle du handball congolais s'appuyant sur les articles 19, 22 et 27 des statuts et règlement de la fédération qui leur donnent le droit. Cette convocation a été motivée par une lettre ouverte datée

bli dans ses fonctions du secrétaire général Victor Keita Itoua. Il était suspendu le mois dernier par Henri Joseph Parra pour insubordination et usurpation du pouvoir.

« Statuant contradictoirement, le conseil a pris une série de résolutions allant dans le sens de l'assainissement et de la redynamisation des instances de la Fécohand et a appelé l'ensemble des associés de la Fécohand à contribuer efficacement à la réussite du prochain congrès », indique le conseil avant de se prononcer pour un audit par les instances compétentes et habilitées de la gestion administrative et financière de la Fécohand.

James Golden Eloué